

défense de l'Occident

Maurice BARDECHE :

Autocritiques

●

Alain RENAULT :

Etatisme et Nationalisme

●

Philippe MEYNIER :

Commentaires

●

Michel PELTIER :

Un Ukrainien contre les Bolcheviks :

Nestor Makhno

●

Numéros anciens de Défense de l'Occident :

Première série (1948-1960) : chaque N° 15 Frs

Deuxième série (1960-1975) : chaque N° 15 Frs

Tarif spécial pour quelques numéros devenus très rares

Complétez dès maintenant vos collections



Liste des numéros spéciaux de **Défense de l'Occident** actuellement en vente (chaque numéro fascicule : 15 Frs h. t.) :

L'Heure des paysans (1963).

La Jeunesse (1964).

Drames et problèmes de l'Afrique (1965).

Où mène le gaullisme (1967).

L'Aggression israélienne et les conséquences (1967).

Les Nouveaux communistes (1968).

Le Rideau de fer bouge (1968).

La Comédie de la révolution (1968).

Les Fascismes inconnus (1969).

Le Fascisme dans le monde (1970).

La croisade antibolchévique, fascicules I, II et III (1974).

La Droite vue d'en face (1975).

Le Souvenir de Robert Brasillach (1975).

Pour établir des séries complètes, la Direction de DEFENSE DE L'OCCIDENT rachète au prix de 30 F. l'ex. les Numéros suivants :

1ère série : Numéros 1, 50/51, 53.

2ème série : Numéros 2, 3, 5, 6, 7.

Nous écrire pour faire des offres.

Défense de l'Occident

Revue Mensuelle — Nouvelle Série — 25^e Année

SEPTEMBRE - OCTOBRE 1977 — N° 151

SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *Autocritiques* 3
- Alain RENAULT *Statisme et nationalisme* 14
- Micheline PEYREBONNE : *Pourquoi le Tout-Paris maintient sa dictature* 28
- Philippe MEYNIER : *Commentaires* 38
- Philippe DECOURT : *La véritable histoire de la découverte de l'insuline* 50
- Hugues KERALY : *Les Droits de l'homme au Chili* 62
- Michel PELTIER : *Un Ukrainien contre les Bolcheviks : Nestor Makhno* 73
-
- CHRONIQUE DES LIVRES : *Lovecraft écrivain fasciste*, par Bernard Alapetite 80
- LES LIVRES DU MOIS, par Jean-Paul Roudéau : *Cléopâtre ou le Rêve évanoui*, de J. Benoist-Méchin ; *Maurras et son temps*, de James Mc Cearney ; *Les Finances du P. C. F.*, de Jean Montaldo ; *Les Medias, le monde et nous*, de Hugues Kéraly 86
- Serge THOMAS : *L'œuvre de Segonzac, une « géorgique »* 94
-

NOUVELLE ADRESSE :

B. P. 97, 75962 Paris - Cedex 20 - C. C. P. 65 35 65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement
à votre REVUE DEFENSE DE L'OCCIDENT

à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix du numéro	8 F.
Abonnements — 1 an (10 numéros)	70 F.
Etranger — 1 an (10 numéros)	75 F.
<i>Abonnement spécial étudiants, lycéens, travailleurs sans emploi</i>	<i>30 F.</i>
Abonnement de soutien	100 F.

Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal
adressé à « *Défense de l'Occident* »
B. P. 97, 75962 PARIS CEDEX 20

C. C. P. 65-35-65 PARIS

AUTOCRITIQUES

Un de nos amis, Pierre Ters, de Bordeaux a fait paraître avant les vacances, dans un bulletin ronéotypé local, un article qui est un utile sujet de réflexions, surtout après les événements récents. Cet article a été reproduit en divers endroits et nous ne croyons pas superflu de le soumettre à nos lecteurs, car il représente parfaitement les réactions de beaucoup de nos camarades. Le commentaire que nous pouvons en faire aujourd'hui n'est pas assurément celui que nous en aurions fait en juin : mais peut-être, au moment où l'on lira ces lignes, les perspectives politiques auront changé une fois de plus. Cela n'empêche pas les réactions sentimentales de rester inchangées, même si la tactique doit devenir différente.

Voici donc l'article de Pierre Ters :

« Il faut bien se situer dans le temps. Paul Sérant dédiait son roman « Les Inciviques » « aux jeunes gens des années terribles ». J'appartiens à cette génération. L'heure venue de faire le bilan politique de cette « nouvelle guerre de trente ans » qui déchire la France, je suis conscient de parler au nom de tous les amis qui refusent de baisser les bras.

« 1944. La pseudo-libération voit tomber les plus résolus des nôtres, livrés au communisme par un gaullisme imbécile et vindicatif. Longtemps, les rescapés des pelotons d'exécution et des bagnes ne sont plus que des « silencieux », exilés dans leur propre pays qui ne les comprend pas et qu'ils ne comprennent plus. Ils sont les témoins impuissants de l'insidieuse et implacable progression de l'ennemi mortel de l'Occident : le marxisme, dédouané, officialisé par De Gaulle.

« Les années passent, les gouvernements aussi. Pour les « maudits », c'est l'époque de leur « réinsertion » dans la vie quotidienne. Mais, politiquement, ils restent bannis de la

communauté nationale. Beaucoup se replie sur eux-mêmes. D'autres « virent leur cuti », alléchés par une quelconque gamelle. Mais d'autres n'abandonnent pas le combat : l'espérance reste en eux, indéracinable.

« Avons-nous été nostalgiques ou réalistes, nous qui n'avons cessé, pendant tout ce temps, de dénoncer le danger marxiste et le laxisme gaulliste ou libéral ?

« 1958-1968. A nouveau, le gaullisme et ses barons... Dix ans qui se soldent par un double échec, irréparable : le largage de l'Algérie et de nos ressources pétrolières du Sahara, Mai 68 ou l'anarchie larvée. Et toujours le marxisme qui s'infiltré partout, pseudo-défenseur de l'ordre, face aux « casseurs » gauchistes.

« Avons-nous été nostalgiques ou réalistes, nous qui dès 58, avons dit (ou plutôt redit) non à De Gaulle, à ses pompes et à ses œuvres ? Avons-nous été nostalgiques ou réalistes, nous qui avons défendu l'Algérie française, mesurant toutes les conséquences matérielles et morales de sa perte ?

« Et ce fut le règne de Pompidou, puis celui de l'actuel Giscard, avec leur cortège de déceptions, de renoncements, de reniements, d'abandons...

« Avons-nous été nostalgiques ou réalistes, nous qui écrivons dans notre bulletin régional :

« — dès décembre 73 : « en abandonnant, sans contrepartie, les ressources pétrolières du Sahara, ce gouvernement s'est livré, pieds et poings liés, à l'étranger. Il a accepté, par avance, tout chantage. Il a donc perdu toute indépendance dans ce domaine. Outre les conséquences désastreuses qu'entraînerait une restriction des carburants, par quoi seront remplacés les milliards « pompés » sur l'essence ? ».

« — en mars 74 : « notre pays est actuellement engagé dans une véritable guerre économique. Nous, nationalistes, nous sommes persuadés que nous ne pourrons gagner cette

guerre — dont la crise énergétique a été le détonateur — que grâce à une véritable révolution politique et économique, sociale et intellectuelle, morale enfin. Et nous pensons que cette révolution que nous souhaitons pacifique ne pourra s'accomplir qu'accordée à la civilisation que nous avons reçue et à celle que nous voulons, afin que s'instaure un ordre nouveau ».

« — en novembre 74 : « face à la crise actuelle que nous subissons, l'amélioration du niveau de vie doit laisser la priorité à la lutte pour le plein emploi ».

« — en mars 75 : « face à la crise, l'amélioration du niveau de vie doit céder le pas à la sécurité de l'emploi ; le gouvernement doit choisir impérativement et faire de la lutte contre le chômage son objectif prioritaire en promouvant le travail et non en finançant le désœuvrement ».

« Et la liste de nos prises de positions politiques sur l'essentiel serait longue, qui prouve que nous avons raison, mais un temps trop tôt.

« Est-ce être nostalgique ou réaliste de constater que la majorité actuelle — qu'elle se soit placée sous la houlette de Pompidou ou aujourd'hui sous celle de Giscard, qui possède tous les pouvoirs, qui s'arroge tous les droits — mène notre pays au socialisme collectiviste, ultime étape avant la dictature marxiste ?

« Et Chirac ?

« Oui, c'est pleinement que nous avons souscrit à son affirmation de vouloir rassembler tous les Français non-marxistes. Et nous n'étions pas tellement intransigeants, tellement exigeants. Nous demandions simplement que fût mise une sourdine au gaullisme, responsable n° 1 à nos yeux de la décadence française et de la montée du collectivisme irresponsable. Et nous étions prêts à oublier toutes les erreurs, toutes les fautes, tous les crimes passés. Nous espérons qu'enfin, l'heure de la grande réconciliation nationale était venue. Certes nous restions persuadés qu'elle ne pour-

rait se réaliser vraiment que sur nos principes, mais après tout... Et nous voulions croire que le droit et la possibilité d'exprimer totalement les vérités que nous savions être indispensables au salut national nous seraient acquis.

« Hélas, hélas, hélas, Chirac n'a pas tardé à jeter le masque. Il n'est que la nouvelle forme du « gaullisme historique ». Les barons sont revenus, plus arrogants que jamais, bardés de leur seul anticommunisme primaire propre à rassurer une clientèle électorale rétrograde et antisociale, prête à tous les reniements (encore une minute M'sieu le bourreau) pour conserver honneurs, prébendes, fortune. Et la référence au gaullisme s'est à nouveau affirmée, sans équivoque, comme un défi lancé à tous ceux qui en ont souffert, par deux fois.

« Et déjà la collusion communo-gaulliste réapparaît. N'est-ce pas M. Guéna, délégué politique du R. P. R. (ex U. D. R. - U. N. R. - R. P. F.) qui a déclaré : « Aussi longtemps que le P. C. F. restera attaché à la politique d'indépendance nationale, nous aurons maintes occasions, nous gaullistes, de nous retrouver à côté d'eux » ? Comment donc ! Serions-nous revenus au bon vieux temps de la Résistance ? Que de nostalgie voilée dans ces propos... et quelle terrible menace pour l'avenir ! La voilà, la véritable politique du pire...

« Nous, nationalistes, nous n'avons rien à faire avec ces gens-là. Leurs « états d'âmes » et leurs « problèmes » ne sont pas les nôtres. Leurs « combines » nous répugnent. Leur conception de la politique n'a rien de commun avec les sentiments qui nous animent. Certes, nous avons voté Pompidou, puis Giscard. Certes, aux dernières élections, nous avons voté majorité, ou plus exactement nous avons voté contre les tenants du Programme commun. Et demain nous agirons de même. Mais là s'arrête notre « participation bénévole ». Point final à une collaboration à sens unique...

« Notre seule chance de survie, notre ultime espoir de « rester nous-mêmes tout en nous actualisant » est de reprendre notre combat à nous, luttant avec nos seules forces jusqu'à ce que nous soyons entendus. Nous, les soi-disant nostalgiques, qui n'accordons aucune confiance aux nouveaux tenants d'un gaullisme passéiste et pernicieux.

« En 58, des chefs militaires prestigieux ont fait confiance à De Gaulle, entraînant avec eux des milliers de patriotes. On a vu les résultats catastrophiques de cette aberration.

« En 77, certains responsables nationalistes font confiance à Chirac. Ce furent mes camarades de combat. L'amitié reste. Mais je suis convaincu qu'ils ont tort. Puissent-ils ne pas avoir à regretter trop amèrement leur attitude !

« Il ne faut pas que l'histoire de ces trente dernières années recommence. À tous les nationaux et nationalistes d'en prendre conscience pour conduire correctement et efficacement leur action.

« Demain viendra peut-être l'heure du « camp des saints ». Nous sommes déjà nombreux à avoir choisi le nôtre. »

*
**

Nos lecteurs connaissent ces arguments : nous les avons maintes fois exprimés dans *Défense de l'Occident*. Et nos réactions immédiates, instinctives, sont les mêmes que celles de Pierre Ters. Mais à cet article, il manque une chose : la conclusion. Le jour de mars 1978 où nous aurons à déposer un bulletin dans l'urne, que ferons-nous ? Il y a un an, il y a neuf mois, nous pouvions dire : « nous nous abstiendrons » : demain peut-être nous pourrions le dire si la rupture du Front Populaire se confirme et devient définitive. Nous avons donc à distinguer deux cas qui sont bien différents : ou le péril demeure, il est urgent, il est grave, et notre responsabilité collective, aussi bien que notre responsabilité personnelle, est lourde — ou le péril s'éloigne et notre liberté est plus grande.

Dans le premier cas, nous devons être conscients que, malgré notre faiblesse numérique, notre choix peut être décisif en certaines circonscriptions et que le résultat de ces circonscriptions risque de peser lourdement sur le verdict final d'une consultation très disputée. Dans ce cas, notre abstention même n'est pas neutre : car elle peut priver un candidat

anti-Front Populaire des quelques centaines ou des quelques dizaines de voix qui lui permettraient de l'emporter. Prenons-nous alors la responsabilité de faire passer un candidat communiste ou un collaborateur du communisme ? Laissons-nous, par humeur, le pays basculer vers une aventure politique dont les conséquences sont imprévisibles et vont bien au-delà du programme commun de la gauche ?

Il me paraît tout à fait remarquable que ceux qui soutiennent des positions intransigeantes et des refus absolus appartiennent à une génération qui n'a pas connu le Front Populaire de 1936 et souvent même la « libération » de 1945. Ils ne savent pas que le propre du Front Populaire n'est pas la revendication de tel ou tel programme, mais *le débordement* : c'est-à-dire l'apparition spontanée et immédiate de groupes armés, de pseudo-polices populaires, de tribunaux et de prisons du peuple incontrôlées, l'impuissance et la paralysie du pouvoir et de la police, l'anarchie, les exécutions sommaires, le foisonnement des « contre-pouvoirs », des sections, des cellules, la pression de la rue, se substituant au pouvoir légal *débordé* et instituant ce que Léon Blum appelait en 1936 « les vacances de la légalité ». Est-ce cela que nous accepterons, que nous favoriserons ? Le danger du Front Populaire est là beaucoup plus que dans les stipulations d'un programme sur lequel l'opinion s'hypnotise.

La réaction même, si elle se produisait, ne pourrait profiter qu'aux hommes dont Pierre Ters rappelle l'imposture. Nous ne pouvons rien espérer de la « politique du pire ». Elle ne ferait au mieux, qu'instaurer un régime réactionnaire de gérance qui ne correspondra à aucune de nos aspirations et qui consolidera une ère de mensonge, d'injustices et, en ce qui nous concerne, d'exclusion.

Nous ne pouvons donc faire autre chose que de conclure, si le Front Populaire se reforme ou se maintient, qu'il existe une situation de péril et d'urgence qui fait de la consultation de 1978 un événement exceptionnellement grave que nous ne pouvons juger selon les normes que nous accepterions en temps normal. Ce n'est pas l'héritage de tel ou tel régime que nous défendons dans ce cas, c'est notre liber-

té, nos personnes et nos biens. Nous devons nous en souvenir.

Et, dans la situation actuelle, quelles que soient les apparences et la confusion, nous devons nous souvenir aussi que rien n'est assuré ni sauvé et que toutes les aventures sont encore possibles.

Dans le second cas, c'est-à-dire si les divisions du Front Populaire mettent fin à l'Union des Gauches et rendent moins précaire l'avenir des représentants de la majorité, notre choix est plus libre, certes, mais nous devons en connaître les limites avec réalisme.

Nous devons constater que l'idéal civique et moral qui avait abouti au fascisme et au national socialisme a été écrasé par la défaite militaire de 1945 que les puissants instruments de lavage de cerveau du monde moderne ont transformée en une défaite idéologique. Rien n'a pu être relevé jusqu'à présent de ces ruines invisibles qui sont encore plus graves que les ruines visibles que nous avons connues après les bombardements de destruction des alliés en 1945. Trente ans d'un pilonnage intensif de l'opinion et d'une confiscation totale des *mass media* combinés avec l'euphorie factice de la société de consommation ont fait disparaître chez la plupart de nos contemporains le bon sens, l'objectivité, le courage. Les rares moyens d'expression que nous possédons n'ont pu apporter un remède à cette situation. Les résultats médiocres et décevants de la campagne énergique de Jean-Louis Tixier-Vignancour il y a douze ans, les résultats démobilisateurs des élections récentes qui font apparaître aujourd'hui comme un succès relatif les pourcentages que Tixier-Vignancour considérait à juste titre comme un échec font apparaître cruellement non seulement la faiblesse de nos effectifs, mais notre carence devant l'opinion.

Il me paraît secondaire d'incriminer les rivalités des groupements, les animosités personnelles, les préoccupations mesquines de sectes concurrentes : même si l'union tactique de ces groupements se réalisait par miracle, le chiffre des voix ainsi réunies n'en accuserait pas moins notre

inexistence politique. Je ne suis pas beaucoup plus enclin à mettre nos défaites sur le compte du mode de scrutin malhonnête qui, depuis trente ans, falsifie l'expression du suffrage national. Je suis convaincu que nos pourcentages au scrutin de liste ne seraient pas très sensiblement différents de ce qu'ils sont actuellement au premier tour des élections. C'est ailleurs qu'il faut chercher la cause de notre faiblesse.

Les germes de cette faiblesse remontent loin. Dès avant la guerre, le mouvement civique de redressement moral et politique était partagé entre trois tendances difficilement conciliables : une droite poincariste, Croix de Feu qui s'est retrouvée dans le gaullisme et qui n'était que la suite du mouvement conservateur de la fin du XIX^{ème} siècle ; une école de pensée politique, celle de l'Action Française qui s'était repliée sur elle-même et coupée du gros de l'opinion par son option monarchiste ; et une interprétation moderne de l'anti-marxisme, apparentée idéologiquement au fascisme et au national-socialisme et qui aboutit au mouvement doriote. Cette division fondamentale pèse encore sur nous. Ces composantes du civisme peuvent se réunir provisoirement pour une action défensive : mais elles ne peuvent rien créer ensemble parce que leur vision de l'avenir est trop différente.

L'« épuration » de 1945 a détruit à peu près totalement le mouvement doriote, non seulement en frappant ses cadres, mais en imposant par la propagande une condamnation formelle de ses positions idéologiques : c'est une sorte de religion maudite qui n'a plus que des autels clandestins. L'école d'Action Française est devenue une sorte de fantôme du passé, moins par la disparition de ses chefs que par l'anachronisme de ses positions politiques. La droite conservatrice s'obstine à chercher un homme providentiel et, après s'être confiée au plus désastreux d'entre tous, elle est toujours en quête d'une sorte de préfet de police à mettre à la tête de l'État. Tout cela ne fait pas une doctrine et ne débouche sur aucun avenir, si ce n'est celui d'une république de la bourgeoisie et des hommes d'affaires appuyée sur des prétoires. C'est pourtant cette armée des nantis qui campe sur tout le territoire de la droite. On avait pu

penser un moment que Chirac lui donnerait une âme. Mais, comme bien des chefs, il est devenu le prisonnier de ses troupes. Aucune pensée civique nouvelle et forte ne pourra déboucher tant que cette armée de prébendiers masquera l'horizon.

Mais il y a autre chose. Le succès du mouvement écologiste nous a appris ce qui nous manquait. Il est fondé, comme l'ensemble des réactions dites « de droite », sur une nébuleuse d'aspirations contradictoires que les écologistes aggravent encore en les accompagnants de choix politiques « laxistes » et « gauchistes » qui rendent absolument impossible la réalisation des réformes demandées, lesquelles ne pourraient être accomplies évidemment que par des régimes autoritaires. On lira dans le dernier numéro de la revue *Éléments* une excellente et très complète analyse de ces contradictions. Or, malgré ce handicap, et bien qu'en outre il soit privé, tout comme nous, d'organes de presse importants, le mouvement écologiste a réussi une « percée » qui lui permet de revendiquer cinq ou six fois plus de sympathisants que nos idées. Le mouvement écologiste n'a pas dû ce résultat au génie de ses chefs : mais simplement au fait qu'il est une idée simple, répondant à une impulsion sentimentale et signalant un danger évident. La réunion de ces trois caractères a suffi pour lui donner, du jour au lendemain, une « image de marque » qui a fait son succès.

Or, c'est ce qui manque à l'aspiration civique que nous représentons. Notre idéal est juste, il est sain, mais il repose sur une pensée qui a vieilli, qui n'« accroche » pas, dont la seule forme perceptible est défensive. Notre « redressement moral » n'a pas d'*image de marque*. Alain de Benoist, rédacteur en chef de la revue *Nouvelle Ecole*, dans une interview récente qu'il donnait à *Rivarol* à propos de son livre *Vu de droite* (dont nous parlerons), remarquait que la droite a été trop indifférente au « pouvoir culturel », qu'elle n'a pas su prendre sa place dans l'*intelligentsia* moderne, qu'elle a trop négligé aussi les mutations de monde moderne sur lesquelles elle n'a su prendre qu'une position négative. Tout cela est vrai (et à nuancer), mais ces défaillances ne sont

que des cas particuliers de cette absence d'une confrontation continuelle des problèmes de notre temps avec une philosophie totale de l'histoire et de l'homme, qui ne manque pas à la Droite autant qu'on le dit, mais qui n'est pas vulgarisée comme celle du marxisme : lacunes qui, toutefois, ne font sentir leurs inconvénients qu'en profondeurs et au bout d'un long temps. Ce n'est pas là ce qui explique des échecs électoraux : mais que notre aspiration au civisme et au renouvellement moral se passe en vase clos, qu'elle ne se manifeste par aucune idée frappante et populaire, qu'elle ne pénètre pas, comme si nous étions coupés par quelque argile imperméable des couches sociales que nous voudrions atteindre, qu'elle reste vague et ne se manifeste pas par un programme clair, réaliste et parlant à l'imagination, qu'aucune classe sociale ne se sente représentée par nos mouvements et ne trouve un intérêt vital à leur progrès, qu'en sommes nous ne soyons pas les porteurs évidents d'une certaine lumière, voilà ce qui nous condamne, si cette situation continue, à n'être jamais en politique que des comparses.

C'est de même une action directe, concrète, claire, dénonçant un péril évident et proche, qui a assuré en Angleterre le succès de Tyndall et des nationalistes : ils ont brandi un drapeau que personne n'osait toucher, ils ont poussé un cri que les sages tremblaient d'entendre comme s'il eût été un blasphème. Et c'est le peuple qui leur a répondu en les acclamant.

Plus que des dissensions qu'un élan puissant réussirait à éliminer, ces marques de dépérissement en de sclérose me paraissent expliquer la vanité de nos efforts. Ce qu'on appelle, à tort ou à raison, l'extrême-droite souffre d'une *crise d'identité*. Mal à l'aise dans les dénominations qu'on lui donne et incapable d'en trouver d'autres, ne sachant pas elle-même quel est son vrai visage et par conséquent ne pouvant paraître que sous des masques divers qui accusent ou déforment ses traits, cette légion du civisme, de l'abnégation et du cœur marche sans boussole et sans but dans le désert où s'enfoncent les soldats perdus. Tant qu'elle restera sur cette route amère, tant qu'elle n'aura pas entre-

pris cette reconversion totale qui ne peut venir que des circonstances, il est peu important qu'elle soit présente ou non dans le décevant combat électoral. Le Front Populaire donnait, au moins, une urgence à notre action. S'il s'écroule, nous pataugerons comme hier dans le marais où s'enlissent nos vieux pays d'Europe sans trouver le banc de granit qui serait notre salut. Que ferons-nous dans cette nuit sans étoiles, portant tristement sur notre dos le sac qui contient ce que nous avons de plus précieux, mais qui ne l'est que pour nous ?

Nous ne sommes pas assez *durs*, nous ne sommes pas assez nous-mêmes, nous ne sommes pas assez « fascistes ». On nous en donne le nom, mais nous ne le méritons pas : nous n'en avons pas toujours l'implacable logique et les positions rigoureuses. On ne réveille les peuples qu'en leur faisant entendre les grands vents de la colère. Qui réveillerons-nous si nous ne nous réveillons pas nous-mêmes ? Peu important Chirac, Giscard ou Mitterrand : ce qui importe, c'est qu'il existe encore trop d'hommes qu'on croit d'extrême-droite et qui sont sans idées et sans audace et qui agitent de vieux grelots.

Maurice BARDECHE.

ETATISME ET NATIONALISME

Nul ne songerait à nier l'importance des problèmes dans le monde contemporain. Surtout nul ne pourrait nier l'importance que lui accorde le public. Les actuels débats du monde « politique » français traitent presque tous du sujet. Pas de « Face à Face » tapageur, pas d'empoignades épiques, pas de « petites phrases » vengeresses, pas de « révision » de programme commun ou original, pas de discours « historique » hebdomadaire du chef de l'Etat, qui n'ait l'économie pour thème. L'opposition entre la Majorité minoritaire et la Gauche plus ou moins unie semble d'ailleurs se résumer à une querelle d'écoles sur l'art de la production, le contrôle de celle-ci et la répartition de ses fruits. L'indépendance du pays, la grandeur nationale, la mission historique de notre peuple, les institutions nécessaires ne sont jamais évoquées ; les problèmes semblent se résumer au crédit, au chômage, à l'inflation... Nous pouvons penser, avec juste raison, qu'il ne s'agit point là du débat essentiel pour l'avenir de notre Nation. Nous pouvons estimer, avec juste raison, que la recherche des moyens les plus aptes à produire le plus grand nombre de moulinettes ou à abaisser le coût marginal des entonnoirs n'appelle ni notre effort, ni notre sacrifice ; nous ne nous mêlons ni aux petits bourgeois peureux stockant sucre et saucissons dans l'attente de la pénurie, ni aux petits bourgeois envieux vivant à crédit dans l'attente du grand moratoire. Nous devons juger que de tels débats soulignent le niveau médiocre des tenants de l'un ou de l'autre système, systèmes d'ailleurs aussi incapables l'un que l'autre d'apporter les solutions politiques nécessaires à la France.

Mais si nous pouvons et devons penser, estimer et juger tout cela nous ne pouvons pour autant nous tenir à l'écart de ces débats, du moins si nous entendons être des praticiens de la politiques et non des « philosophes » coupés

du réel et de toute influence. Si les différentes composantes du Régime se cantonnent sur le terrain économique c'est qu'il intéresse l'électeur, objet de tous leurs soins. Et nous ne pouvons désertier le terrain attirant le plus grand nombre de spectateurs.

Or il faut bien convenir que la chose économique n'attire guère la réflexion nationaliste-révolutionnaire. Que ce soit par mépris estimant que « la politique ne se fait pas à la corbeille », que ce soit par modestie considérant qu'elle réclame des techniciens compétents titulaires de chaires universitaires, que ce soit par ennui devant des aspects plus ou moins rébarbatifs, le militant voire le responsable de notre famille politique n'a jamais marqué grand intérêt pour la chose, mettant en pratique l'adage, mal compris, de « Politique d'abord ». Le fait ne serait qu'à moitié grave s'il aboutissait simplement à un vide abyssale qu'il conviendrait de s'efforcer combler. Malheureusement ce n'est pas le cas. Si la majorité des adhérents des formations présentes ou fraîchement défuntes ont marqué leur répugnance pour l'économie il s'est toujours trouvé parmi eux quelques éléments pour s'autoproclamer experts en ce domaine. Hélas la plupart d'entre eux ne devaient une telle promotion qu'à l'absence de concurrence ! C'est ainsi que les formations s'affirmant les plus révolutionnaires, les plus fascinantes, (mis à part quelques maniaques de l'extrémisme verbal et stérile), se trouvent dotées de « programmes économiques » que n'oserait pas assumer le plus réactionnaire et le plus borné des Maîtres des Forges échappé du XIXe siècle. Soutendus par un pseudo libéralisme, qui fait passer Guizot pour un dangereux socialiste, ces « programmes », outre une profonde stupidité qui n'est qu'un moindre mal, ont surtout le défaut d'empêcher toute propagande et tout recrutement parmi ceux dont nous nous affirmons pourtant les défenseurs.

Dans une série d'articles « Défense de l'Occident » a ouvert la voie à une réflexion nationaliste-révolutionnaire sur les problèmes économiques. Il importe de la poursuivre. Mettons un terme hardiment aux inepties de « nos » experts, réfutons-les dans notre propre presse au moyen des

arguments de bon sens (et ils ne manquent pas) choisis dans nos propres doctrines et essayons d'étoffer les grandes lignes forces retrouvées dans les constantes du nationalisme authentique.

LES COMIQUES DE L'ECONOMIQUE

Qu'aujourd'hui nos efforts portent sur l'Etat, cible de choix de « nos » pseudo-spécialistes. Nous connaissons leurs billevesées en ce domaine : l'Etat, sorte de monstre, stérilise les richesses produites par l'activité privée. Leur théorie serait sans doute imagée ainsi par nos naïfs dessinateurs d'Epinal : au centre l'Etat, gigantesque statue de fonte ouvrant une gueule incandescente dans laquelle une kyrielle d'esclaves en haillons viendraient enfourner des sacs d'or et de billets ; à gauche les grands prêtres (les fonctionnaires), gras, luisants, vêtus de pourpre, tenant le compte, à la plume sergent-major, des offrandes faites à l'idole ! Caricature ? Peut-être mais ce sont les idées ainsi exposées qui sont caricaturales ! Et qui ne les a pas entendu ainsi formulées dans nos milieux ? Les vieilles antiennes sur « l'Etat qui n'a pas à fabriquer du tabac et des allumettes », l'image courtelinesque de fonctionnaires « budgétivores », « improductifs et absentéistes, la haine de l'Etat » « touche à tout » dont les entreprises ne peuvent être que déficitaires, le refus d'un financement étatique de mesures sociales (vous savez bien les chômeurs qui vont boire leurs indemnités !) tout cela relève d'une caricature qui serait risible si elle n'était nuisible à notre camp.

Si l'on se penche d'un peu près sur ces écrits (publiés dans la presse nationale) on croit rêver. L'un prétendait que c'étaient les bénéfiques de Peugeot et Simca qui payaient les déficits de Renault le mois même où « l'Etat budgétivore » accordait 2 milliards lourds à Citroën entreprise privée, soit plusieurs fois les déficits cumulés par Renault depuis sa nationalisation ! L'autre après avoir pourfendu la SNCF « gouffre financier car gérée par l'Etat » consacrait son article suivant à dénoncer « le scandale des auto-

routes » (privées !) « à péages » : l'Etat ne devait pas faire rouler les trains mais il devait faire rouler sa voiture !

Et la caricature devient hallucinante lorsque l'on connaît ceux qui propagent de telles « idées ». Des deux derniers comiques de l'économie que j'ai connu l'un, universitaire de bas niveau seulement astreint à quelques heures de présence quelques mois dans l'année, meublait ses loisirs à fulminer contre les fonctionnaires improductifs ; l'autre, licencié par un de ces bons patrons dont il se faisait le chantre, bénéficiant de la garantie de ressources accordant 80 % de son dernier salaire au chômeur âgé de plus de 58 ans, occupait sa retraite payée par la princesse à villipender les mesures sociales !

Ces quelques anecdotes, que le langage d'aujourd'hui qualifierait de « significatives », éclairent le fond du débat. Les nationalistes peuvent-ils admettre que le pouvoir économique, c'est-à-dire une large part du pouvoir, puisse échapper à l'Etat ?

MONSTRE OU INSTRUMENT ?

La réponse à une telle question ressort logiquement de la définition de l'Etat. L'Etat, loin d'être une entité bizarre coupé du pays, n'est rien d'autre, par nature, que l'organisation de la nation. En tant que tel il n'est pas sujet mais instrument. Doit-on conclure pour avoir vu un khmer rouge s'en servant pour couper les têtes qu'une bêche est une arme de mort ? Doit-on conclure pour l'avoir vu chevauchée par un idiot du village qu'elle constitue une monture inefficace ? Ou doit-on s'obstiner à penser, qu'entre les mains expertes du jardinier, elle représente un outil idoine pour retourner la terre ?

De même pour l'Etat. Entre les mains meurtrières du marxiste il sert à briser les âmes et les corps pour tenter de faire triompher l'utopie. Entre les mains débiles du marchand de soupe capitaliste il sert des intérêts particuliers et mercantiles. Entre les mains du nationaliste il sert la cause du peuple et de la nation.

S'attaquer à l'Etat en tant que tel revient à suivre la même démarche intellectuelle que celle d'un sophiste qui condamnerait la béche dans les exemples que nous avons choisis.

L'Etat n'est qu'un instrument. L'outil peut et doit être amélioré ; les attaques doivent être desinées à celui qui s'en sert.

Notons d'ailleurs que ceux qui anonnent bien souvent leur catéchisme sur « l'Etat qui n'a pas à fabriquer du tabac et des allumettes » rêvent de restaurer un pouvoir qui jouait un rôle important dans la production par le biais des « Manufactures Royales », possédait une large part des richesses du pays, n'hésitait pas à « nationaliser » les banque dont les propriétaires étaient indemnisés par l'accès au paradis que ne manquerait pas de leur procurer leur martyr sur le bucher ! Sans parler de sujet plus frivoles comme le commerce du sel qui vaut bien celui des cigarettes !

Rien d'étonnant à tout cela. Le lecteur n'ignore pas que la conception d'un pouvoir économique totalement indépendant du pouvoir politique, c'est-à-dire de l'Etat, n'est qu'une idée relativement neuve, agée tout juste d'un siècle et demi. Nous n'aurons ni l'audace, ni la place, de lui infliger une rlecture de l'historique du libéralisme économique. Tout au plus nous nous efforcerons de dégager quelques notions de la place que l'Etat doit conserver, restaurer ou instaurer dans la vie économique de la Nation.

DES DEFICITS BENEFIQUES

Il existe une différence essentielle entre l'entreprise privée et l'Etat. L'entreprise se situe à un niveau nécessairement restreint : sujet économique unique, ou groupe de quelques sujets économique, son niveau porte le nom suffisamment éloquent de « micro-économique ». Dans ce domaine restreint, l'entreprise subit un certain nombre d'impératifs ; elle est ainsi condamnée à déboucher à court terme sur le profit ou tout au moins l'équilibre ; trois exercices déficitaires sucessifs mènent généralement à la faillite et à la disparition.

L'Etat lui, de par sa nature, se situe à un tout autre niveau, au niveau de la Nation ou niveau « macro-économique ».

Cette différence primordiale entraîne la quasi-nécessité pour l'Etat de gérer par lui-même un certain domaine économique. Contrairement à ce qu'affirment les libéraux inversant les causes et les effets, ce domaine ne sera pas déficitaire. car géré par l'Etat mais géré par l'Etat car déficitaire.

Pourquoi une telle prise en charge ? Certaines affaires déficitaires à leur niveau propre ne peuvent intéresser le privé, esclave de la loi du profit, mais sont nécessaires à la Nation. Dans ces conditions qui peut s'en occuper sinon l'Etat ?

Un certain nombre de ces affaires qui paraissent déficitaires au niveau micro-économique dégagent, de par leur existence même, un profit au niveau macro-économique.

Prenons comme exemple les chemins de fer. Rappelons d'ailleurs que ceux-ci ont été étatisés, aux applaudissements de leurs actionnaires, après une longue période de déficit. Rappelons également qu'une partie notable du déficit de la SNCF est dû aux charges indues (réductions congés payés, familles nombreuses, carte vermeille...) qui devraient incomber au budget social de la Nation. Rappelons encore que les chemins de fer privés connaissent une situation financière bien plus grave que celle des nôtres ; ainsi aux Etats-Unis, temple du libéralisme, les lignes ferroviaires complètement délabrées ne subsistent qu'à coups de subvention. Ainsi au Canada, où de par le principe de libre concurrence deux compagnies adverses ont construit deux lignes distinctes mais parallèles juste séparées par quelques milles et ce de l'Atlantique au Pacifique (bel exemple d'efficacité économique !), elles ne survivent que par des subventions plus élevées encore. Il n'en reste bien sûr pas moins que notre SNCF est déficitaire à son niveau micro-économique. Si l'on suivait la « logique » libérale on s'empresserait de fermer le réseau. Certes au niveau micro-économique le déficit disparaîtrait immédiatement. Mais au niveau macro-économique ? Des régions entières seraient

asphyxiées et verraient leurs entreprises périlcliter. L' « économie » du déficit SNCF se solderait en réalité par une perte au moins centuple au niveau de notre Produit National Brut, somme des richesses produites dans la Nation.

Aussi, plutôt que de pester contre le déficit des entreprises de l'Etat « mauvais patron », il convient d'examiner dans chaque cas si nous ne sommes pas en présence d'un faux déficit micro-économique plus que largement compensé au niveau macro-économique.

LE VOL C'EST LA PROPRIETE

Il convient d'ailleurs de souligner qu'un pourcentage des déficits d'entreprises étatiques sont dus aux agissements des ploutocrates qui nous dirigent.

Par exemple les Postes. Il est bien connu que les grandes entreprises de routage, d'expédition, de ventes par correspondances... traitent leurs marchés de gré à gré avec les PTT à des tarifs qui n'ont rien à voir avec ceux consentis au « vulgum pecus ». Là se trouve une grande part du déficit... et non dans l'envoi des cartes de vœux ! On pourrait se repencher sur la SNCF pour analyser certains contrats de transport profitant plus aux propriétaires privés de wagons qu'à la SNCF ou encore éplucher les contrats de fourniture d'électricité signés par EDF à des prix bien loin du compteur bleu !...

Bien souvent les ploutocrates qui tiennent l'Etat obligent ses entreprises à passer des marchés non rentables avec les ploutocrates qui tiennent l'économie et qui sont leurs petits frères ! Le déficit des entreprises étatiques c'est aussi parfois le bénéfice d'entreprises privées !

Notons d'ailleurs que les libéraux toujours prêts à dénoncer « l'intolérable ingérence de l'Etat » sont toujours prêts à la réclamer lorsqu'elle doit s'exercer à leur profit. Ainsi Dassault dont la recherche (déficitaire) est financée par l'Etat, la grande série (bénéficiaire) restant bien sûr purement privée. Ainsi Citroën dont le dernier « prêt d'Etat » (jamais remboursé), représente un siècle de déficit

de la régie Renault. Ainsi la sidérurgie qui va bientôt coûter quelques milliards au contribuable au bout de quelques décennies de saine gestion capitaliste.

AUJOURD'HUI CONTRE DEMAIN

Cela dit une partie des activités économiques ne peuvent être entreprises par le privé car elles sont déficitaires à court terme. Elles sont néanmoins indispensables à l'équilibre économique ou à l'indépendance nationale à moyen ou long terme.

Ainsi nul n'ignore qu'une fraction notable du patronat était favorable au largage de nos colonies. La guerre d'Algérie nous coûtait 7 morts et quelques milliards de centimes chaque jour. Le Parti Communiste exploitait les sept morts ; le patronat aurait voulu exploiter les milliards. Et aujourd'hui le renchérissement du pétrole prélevé chaque année sur nos richesses de quoi mener une nouvelle guerre de cent ans dans le Maghreb ! Les raisonnements mercantiles de nos économistes se sont trouvés pris en défaut par le temps ! (les « experts » de l'époque traçaient de fabuleux tableaux de croissance appuyés sur le postulat d'une énergie abondante et bon marché...).

De même pour nos autres colonies. Si quelques grandes entreprises capitalistes ont pu, momentanément, accroître leurs profits dans les pays accédant à l'indépendance, leur calcul s'est avéré ruineux au niveau macro-économique quelques années plus tard. Le constant renchérissement des matières premières indispensables à notre industrie, sans parler de produits de consommation plus frivoles comme le café ou le cacao, mettent gravement en péril l'équilibre financier de la France.

Et plus que l'équilibre financier lui-même, la perte de notre autonomie d'approvisionnement en énergie et matières premières, met en péril l'indépendance nationale.

Cela conduit à poser le problème de l'intervention de l'Etat dans des domaines économiques indispensables à l'indépendance nationale. Doit-on abandonner la produc-

tion d'houille et d'acier, brader notre industrie aéronautique, renoncer à l'informatique, fermer nos chantiers navals...pour non-rentabilité, et nous trouver à la merci de l'étranger dans des domaines vitaux ? Ou ne doit-on pas admettre que l'Etat doit relayer l'effort privé, ou aider cet effort, afin de sauvegarder notre indépendance nationale autant que faire ce peut ? Un nationaliste peut-il réellement hésiter devant un tel choix ?

Il est bien évident que la guerre économique opposant les puissances de ce monde ne peut que s'accroître. Le rôle d'un Etat d'Ordre Nouveau serait d'assurer au pays une véritable indépendance économique, hors de laquelle il ne peut y avoir de véritable indépendance politique. Cette indépendance économique ne peut s'obtenir qu'en déconnectant le plus largement possible notre économie des circuits internationaux. Il importe en effet que nous ne soyons pas victime du dumping des pays où la main-d'œuvre se contente d'un bol de riz par semaine et contre lesquels nos coûts ne sont pas compétitifs ; que nous ne soyons pas dépendant non plus pour notre approvisionnement en matières vitales pouvant faire l'objet d'embargo ou de brutal renchérissement. Cette recherche d'un certain idéal autarcique ne peut être menée à bien que si l'Etat évite les gaspillages économiques, planifie la production, oriente les recherches nouvelles, favorise l'emploi de nouveaux procédés...

Certains objecteront que la poursuite d'un tel objectif conduirait à la stagnation et même à la régression du pouvoir d'achat des français. Un nationaliste ne se laissera pas arrêter par un tel argument car, pour lui, la grandeur et l'indépendance de la France passent bien avant la civilisation du gadget. Et s'il examine un temps cet argument il ne manquera pas d'en découvrir le caractère spécial. Si une telle objection n'est pas dénuée de valeur à court terme, elle s'avère fautive à long terme. En effet si les produits de remplacement sont plus coûteux au départ, leurs coûts s'abaissent singulièrement avec la production de masse (ex. : le caoutchouc synthétique devenu meilleur marché que le latex. On pourrait évoquer des exemples plus lointain comme le sucre de betteraves...). Et surtout il est évi-

dent que l'exemple de l'OPEP, consortium des pays producteurs de pétroles, sera imité et que l'on verra naître des cartels de pays producteurs imposant leurs diktats. Malheur alors à ceux qui, ayant choisi la voie de la facilité et de la « rentabilité » dépendront d'eux ! Ils paieront cher leur négligence. L'alternative « du beurre ou des canons » est un sophisme : qui possède des canons se procure toujours du beurre !

DES BENEFICES QUI COUTENT CHER

Si les entreprises privées sont ainsi incapables de gérer des domaines vitaux pour notre Nation il n'est pas rare qu'au lieu de se contenter d'une carence passive, elles agissent activement contre l'intérêt national. Esclaves de lois capitalistes ne favorisant que les intérêts privés elles peuvent se trouver en contradiction avec l'intérêt national.

Prenons un exemple d'actualité : l'immigration. Celle-ci est un fléau pour la Nation. Prenant des proportions d'invasion, elle risque de modifier profondément le substrat national. Sur le plan social elle constitue un scandale car elle empêche les français de jouir d'un des droits essentiels des citoyens : le droit au travail. Sur le plan économique elle constitue, à moyen terme, une hérésie car cette main-d'œuvre, abondante et relativement bon marché pour l'employeur, empêche la modernisation de nos industries et les gains de productivité hors desquels il ne peut y avoir progression de pouvoir d'achat. Autant dire que les considérations sur le substrat national constituent la dernière des préoccupations des financiers au long nez qui nous dirigent, de même que les droits de citoyen des français de souche ! Une grande partie du coût de cette immigration (logements, écoles, santé...) ne pèse pas sur le budget des entreprises mais sur celui de la Nation ; quant au moyen et au long termes, ils sont totalement étrangers à la « logique » du capital. Aussi le privé, comme sont venu le confirmer les dernières déclarations du CNPF, est infiniment favorable à l'immigration et hostile à toute mesure venant l'endiguer. Sur ce sujet, entre autres, les intérêts particu-

liers de certains entrepreneurs sont en totale opposition avec l'intérêt national. Le gouvernement qui aurait sérieusement l'intention de faire triompher ce dernier devrait bien prendre des mesures drastiques c'est-à-dire dirigistes et cohésives. Dans une perspective nationaliste il est bien du devoir de l'Etat de briser les intérêts particuliers au profit de l'intérêt national ce qui, bien sûr, ne peut s'effectuer que par ingérence de l'Etat dans l'économie.

Il est d'ailleurs évident, et le passé l'a montré, que tout Etat nationaliste serait immédiatement en butte à l'hostilité de certaines puissances financières dont on connaît le poids. La survie de l'Etat nationaliste dépendrait uniquement de son aptitude à écraser les dites puissances et à les remplacer.

AU SERVICE DE L'ETAT

Arrivés à ce point de la discussion les « libéraux » nationaux, bien obligés d'admettre la nécessité de l'intervention de l'Etat tenteront néanmoins de la rejeter en faisant valoir que « l'étatisme est un mal en soi » quelque puisse être le gouvernement, l'étatisme conduisant au fonctionnarisme v'est-à-dire au règne courtelinesque de fonctionnaires inutiles, absentéistes et budgétivores.

Répondons tout d'abord qu'un tel tableau apocalyptique ne peut être admis comme fait établi. Quelques soient les tares du Régime en place et les faiblesses humaines, la grande majorité des fonctionnaires et des salariés du secteur public remplissent avec conscience leurs fonctions. A l'inverse le privé recèle lui aussi une minorité de parasites et de tire au flanc, de fils à papa devant tout au piston et de stakhanovistes du moindre effort. Ce n'est certes pas à leur zèle et à leur efficacité respective que l'on distingue les guichetiers d'une banque nationalisée de ceux d'une privée ou d'une coopérative.

Par ailleurs il importe de ne pas oublier le rôle « électoraliste » joué par la fonction publique dans le cadre de la démocratie en place. Nombre de hauts postes de la dite fonction ne sont que lots de consolation pour les prében-

diers des partis envoyés au tapis par leurs électeurs. Nombre de petits postes du style « inspecteur des platanes » ne sont que sinécures récompensant les fidèles agents électoraux. Nombre de postes surnuméraires servent de débouchés aux régions déshéritées, à défaut d'une mise en valeur économique. Ces tares, directement liées au Régime, disparaîtraient avec lui.

Enfin, c'est aux serviteurs que l'on reconnaît le maître. Qu'attendre des serviteurs d'un Etat débile, corrompu, rongé par la subversion marxiste ? La conscience professionnelle actuelle tient du miracle ! Il est bien évident que dans un Etat fort, honnête, débarrassé du chancre bolchévique la situation serait tout autre. Ainsi nul n'ignore qu'une partie du « mal français » vient de la prise en main par les marxistes et leurs alliés des rouages administratifs. Il est là encore évident qu'un Etat national digne de ce nom n'admettrait nullement ce fait et que les fonctionnaires de gauche imperméables à toute mesure rééducative seraient mis hors d'état de nuire. Quant à la propension qu'ont certaines administrations à s'ériger en bastilles autonomes déterminant par elles-mêmes leur ligne de conduite quelques soient les injonctions du « pouvoir », elle ne se nourrit que de la faiblesse du Régime en place.

La minorité ethnico-financière exploitant actuellement notre pays ne prend d'ailleurs de décisions étatiques que pour renforcer sa domination mercantile. C'est pourquoi ces mesures étranglent notamment les secteurs économiques échappant à sa dépendance. Dans un débat télévisé, entre les deux tours des Municipales, Michel Rocard n'a guère eu de mal à rétorquer à Monod, secrétaire général du RPR, que la situation des PME ne serait nullement aggravée par la gauche. Effectivement les PME sont étranglées par le pouvoir en place puisqu'elles ne peuvent disposer de crédits, qu'ils soient privés ou publics. De même le gouvernement ne fait rien pour relancer le marché boursier afin de rendre les entreprises totalement dépendantes des banques, privées ou publiques, que contrôlent nos nouveaux seigneurs. Le « libéralisme » actuel n'est rien d'autre que l'étatisme d'une Nation étrangère !

Là aussi les buts poursuivis par l'Etat national seraient tout autre. Le serviteur de l'Etat serait réellement au service de la cause du peuple et de la Nation. Et puis des mesures cohérentes pourraient être prises contre les quelques individus n'entendant rien à l'Esprit Nouveau. Nul Moïse n'est descendu d'un quelconque Sinaï de la fonction publique en portant les tables du statut des fonctionnaires dicté par le dieu des ronds de cuir. Ni l'immovibilité du poste, ni l'augmentation à l'ancienneté, ni la proportion par le biais exclusif des concours ne sont choses intangibles. Le fonctionnaire qui ne remplit pas son rôle doit pouvoir être exclu, le fonctionnaire peu efficace doit se voir barrer toute promotion même s'il occupe son temps à préparer des concours, sans parler de l'ancienneté qui ne constitue aucunement une référence. Tout cela est réalisable dans l'Ordre Nouveau. Aussi non seulement l'étatisme serait indispensable sous un gouvernement national mais encore l'instrument étatique serait considérablement amélioré.

EN ATTENDANT L'ORDRE NOUVEAU

Devons-nous pour autant nous faire les chantres inconditionnels de l'Etat et applaudir toute mesure renforçant actuellement son pouvoir ?

Certes non ! Comme en tous domaines nous devons opérer une dichotomie entre nos positions de force d'opposition et notre doctrine de force au pouvoir. Ainsi le programme du PPF était-il divisé en deux parties distinctes intitulées respectivement « Notre programme immédiat » et « le PPF au pouvoir ». Il ne s'agit point là d'un quelconque machiavélisme visant à camoufler ce que nous sommes réellement pour nous permettre d'avancer masqués. Il s'agit de simple bon sens : notre doctrine constitue un tout dont chaque partie s'articule étroitement avec les autres. Notre programme de Révolution Nationaliste et d'établissement d'Ordre Nouveau ne peut se voir détacher tel ou tel composante qui serait applicable dans le cadre du Régime en place. Dans la France d'aujourd'hui l'étatisme est un mal du seul fait que l'Etat est au mains de forces anti-nationales. Les ploutocrates qui nous dominent ne se servent de

l'Etat que pour favoriser leur dictature. Les trusts, les conglomérats financiers, les multinationales, sont systématiquement favorisés au détriment des PME, des professions libérales, des commerçants et artisans, de la paysannerie... tout renforcement de l'étatisme accentuant cette tendance. Quand à l'Union de la Gauche elle se servirait bien sûr de toute la puissance de l'Etat pour réaliser le collectivisme totalitariste auquel elle rêve. Moins l'Etat aura de pouvoirs économiques à l'heure où la Gauche s'en emparera et plus elle devra batailler pour accroître ces pouvoirs. Et elle pourrait bien être défaite au cours d'une de ces batailles comme l'ont montré les patriotes chiliens face à Allende ! Mais cette distinction entre nos critiques d'opposition et notre programme de pouvoir ne doit pas entraîner antinomie et doit respecter une logique interne. C'est ainsi que nous devons non pas nous attaquer aux pouvoirs de l'Etat mais à l'usage qui en est fait. Par exemple nous refuserons d'approuver les subventions versées à des industries archaïques, dépassées, déficitaires et sans avenir. Nous le ferons non pas en considérant que l'Etat n'a pas à intervenir, mais en expliquant que cette intervention précise est inutile. Et nous suggérons que les fonds aillent à la création d'industries modernes et sophistiquées manquant au pays (construction de machines-outil, informatique...) en exposant les mérites de la formule (emploi de personnel qualifié, non concurrence des pays du Tiers Monde, économie de devises, avenir de l'exportation...). Nous serons ainsi cohérents avec nous-même : refus d'approuver l'orientation donnée par le gouvernement, exposé d'un rôle bénéfique de l'Etat sous un gouvernement national.

Que ces quelques réflexions, bien sûr imparfaites et fragmentaires, nous remémorent la conception plus juste de l'Etat qui est celle de tous les nationalistes-révolutionnaires. L'Etat n'est pas un monstre, il est un instrument. Nous ne pourfendons pas une bête ; nous nous attaquons au gouvernement. N'oublions pas que, comme la langue d'Esopé, le pouvoir de l'Etat peut aboutir à la pire et à la meilleure des choses. La pire entre les mains de nos ennemis. La meilleures entre les nôtres.

Alain RENAULT.

Micheline PEYREBONNE.

Pourquoi le Tout-Paris maintient sa dictature

Nous avons annoncé dans notre dernier numéro la publication du Manifeste contre le Tout-Paris de Micheline Peyrebonne. Ces pages sévères et parfaitement justes méritent d'être connues et nous engageons nos lecteurs à découvrir l'œuvre de Micheline Peyrebonne en lui commandant les fascicules qu'elle compose et broche elle-même (1). Voici l'un des chapitres de son Manifeste.

Nous avons vu et compris que si les membres du Tout-Paris sont souvent officiellement, des chefs de file et des « têtes pensantes », ils n'ont, en réalité, aucune opinion politique ou religieuse consistante, puisque tous s'entendent, entre eux, comme des contrebandiers en expédition, dans les salons des comtesses et des actrices de toutes nuances politiques. Ils ne se détestent pas, mais, au contraire, s'embrassent. Chacun d'entre eux est prêt à sacrifier, à l'occasion, la grande cause dont il est censé s'occuper si ses intérêts personnels l'exigent.

Mais ils ont un public. Ils vivent de ce public et entendent en vivre le plus longtemps possible. Ils ne se considèrent pas comme les serviteurs de ce public, de leur patrie et de leur peuple ; c'est le public qui doit les servir. A leurs yeux, la seule fin dernière de ce public est donc de « consommer », de continuer à acheter leurs livres et leurs journaux, à voir leurs films et leurs émissions, à se laisser prendre à leurs discours et leurs promesses s'ils sont des hommes politiques. Pour tout dire, les membres du Tout-Paris cultivent assidûment le « gogo ». Chacun d'eux a donc un ré-

(1) Europe, notre patrie, BP 512, 75066 Paris Cedex 02.

pertoire de grimaces, de pitreries et de phrases triées qu'il sortira en toute occasion. Le tout est que le livre soit lu, le film vu, l'élection assurée.

Chez les membres du Tout-Paris, on chercherait en vain quelque véritable patriotisme, quelque socialisme consciencieux, quelque foi religieuse ardente, quelque sens civique authentique, quelque charité, quelque humanité. Rien n'est authentique chez eux. Tout est fausseté, sécheresse, masques, grimaces. Ces Messieurs-Dames sont, eux-mêmes, leur propre fin dernière. Ne leur parlez pas de la France, de l'Occident, du peuple. Même s'ils en ont plein la bouche, ils resteront aussi insensibles à votre langage qu'un fourneau d'acier au feu qui le lèche.

Comment cette « élite », si manifestement indigne, arrive-t-elle à se maintenir, depuis si longtemps, au sommet d'un pays ? Comment arrive-t-elle à le ronger, le vider, le saper, le pomper, le saigner à son profit exclusif ? Précisément à cause de la politique, de la religion et du sens civique.

Car si les membres du Tout-Paris, dans leur charmante polyvalence, n'ont ni opinion réelle ni caractère, le public, lui, a des opinions politiques et religieuses et les prend au sérieux. Il donne dans les multiples pièges qui lui sont tendus par cette armée d'astucieux farceurs.

Puisque le Tout-Paris ne se maintient que grâce à la naïveté du public, il est suprêmement important, pour chaque « Tout-Parisien », de faire parler de lui. De là, il résulte que chaque membre du Tout-Paris, chaque homme connu, n'est obsédé que par une seule chose : voir citer son nom, obtenir des articles et des échos dans les grands journaux, faire parler de lui à la radio et à la télévision. Ainsi, tout homme, toute femme connu, ou tout débutant encore à moitié obscur, circule dans les hauts lieux du Tout-Paris comme la carpe au fond du lac : Avec la bouche toujours ouverte, à la recherche, non d'une proie, mais d'une publicité quelconque dans un organe « conséquent », c'est-à-dire tirant à au moins 50.000 exemplaires. Et, pour obtenir cela, la plupart d'entre eux sont prêts à piétiner ce que le monde ordinaire tient pour sacré.

De là, aussi, il résulte que quiconque se soucie vraiment des intérêts supérieurs de son pays et de l'Occident, n'a rien à attendre d'un homme connu. Celui-ci n'est jamais occupé que de lui-même. Un écrivain fameux, aussi cabotin que les autres, malgré les apparences, fut surmonné « Monsieur Soi-Même ». Mais tout homme connu du Tout-Paris est un « Monsieur Soi-Même », dont la claire devise est : « Après moi, le déluge ! ».

La publicité dont ces cabotins sont si avides, ils la refusent sans pitié à des gens qui ont souvent plus de talent qu'eux, des choses plus sérieuses et parfois plus terribles à dire, pour peu que ces gens aient accès aux milieux fermés du Tout-Paris, et soient sans grand poids relationnel : Directeurs de petits journaux, intellectuels peu argentés, peintres, musiciens, écrivains pauvres, hommes politiques qui ont des idées nouvelles mais peu d'argent, acteurs et starlettes qui ne sont ni des fils ou filles à papa, ni les gigolos des actrices en vogue, ni les petits amis des metteurs en scène, etc...

La publicité entretenant le Tout-Paris, il se trouve que grands journaux, maisons d'éditions, et radio-télévision d'Etat, sont comme des piliers qui, à la campagne, soutiennent les pigeonniers suspendus. Tout repose là-dessus.

Avec la naïveté, le snobisme entretient encore le « milieu » parisien. Le snobisme du public, bien sûr, qui, entre un livre dont on ne parle pas, et un livre « dont on parle », achètera ce dernier (cet « on », étant, bien entendu, les journaux tout-parisiens, imités par les grands journaux de provinces), qui demandera, avec respect, une dédicace à un peintre connu et couvrira de mépris un peintre inconnu dont les œuvres seront, pourtant, bien supérieures ; qui se gaussera des petits journaux, lancés par des individualistes, et croira naïvement tout ce qui est écrit dans les grands ; qui viendra écouter, bouche bée, le discours d'un homme politique connu, déformé par la marinade dans « le bain » tout-parisien.

Mais il faut bien dire que directeurs de petits journaux, artistes et intellectuels obscurs, sportifs et inventeurs dont personne n'a encouragé la vocation, etc... entretiennent eux-

mêmes la formidable machine qui les broie et les paralyse, qui se rit de leurs efforts, de leurs peines et de leurs souffrances.

J'ai dit plus haut comment, ayant fondé une petite revue, pour le moment encore polycopiée, j'ai été amenée à faire des échanges de services de presse avec un tas d'autres petits bulletins de toutes opinions. Je crois qu'il y en a des milliers en France et je suis très loin de les connaître tous. C'est ce que Pierre Lance a appelé : « La Presse Parallèle », et qu'il définit ainsi : « Une presse formée d'une multitude de petits périodiques non conformistes, traitant les sujets les plus divers, explorant les sentiers non-battus, immensément riche de curiosité, d'audace et de connaissance » (1).

« Cette Presse, absente des kiosques, dépourvue de moyens, sans soutiens officiels, méprisée des clercs, inconnue dans la Cité, ne survit, le plus souvent, que grâce à la ténacité de quelques animateurs, et, grâce à la fidélité de petits noyaux d'abonnés, dont nous n'hésiterons pas à dire qu'ils forment une véritable élite de lecteurs... » (2).

Cette Presse dont les animateurs ne sont pas membres du Tout-Paris, et, pour la plupart, ont essayé en vain, isolément ou groupés par affinités politiques, de percer le mur du silence édifié par la Presse tout-parisienne, cette Presse qu'on essaie d'étouffer par tous les moyens, et qui a donc tant à souffrir des procédés tout-parisiens, est victime, cependant, elle aussi, de son snobisme et de sa naïveté. Mais cela, elle l'ignore.

Alors que les membres du Tout-Paris et les grands organes de presse dans lesquels ils sévissent, les maisons d'éditions dans lesquelles ils publient et à l'aide desquelles ils propagent leurs idées et leur réputation se soutiennent tous entre eux, parlent mutuellement de tout ce qui les touche et tirent une chape de silence et d'obscurité sur tout ce qui cherche à se faire connaître sans être « tout-pari-

(1) P. Lance et C. Pacoud ont édité le 1er « Annuaire de la Presse Parallèle ».

(2) P. Lance dans le dit « Annuaire ».

sien », *ceci en dépit d'opinions politiques, sociales ou religieuses différentes, voire contradictoires*, les humbles petits organes de la Presse Parallèle, jouent le jeu des hommes et des organismes connus, et des grands journaux couramment vendus dans les kiosques.

Les directeurs des petites revues qui me lisent, et pour lesquels, d'ailleurs, j'écris ces conclusions, ne me comprennent sans doute pas. Je vais donc leur donner des exemples :

1°) Quand un directeur de petit journal reçoit deux livres, l'un venant d'un auteur isolé, s'éditant le plus souvent lui-même, l'autre d'un auteur connu ou d'une grande maison d'éditions, le directeur de journal en question accordera le plus souvent deux lignes au livre de l'auteur obscur, mais se croira obligé de consacrer une ou deux pages entières à celui de l'auteur connu ou du grand éditeur répandu dans le Tout-Paris. Pour son zèle, le plus souvent, il n'aura même pas un remerciement, et certainement pas un abonnement. Les gens connus pensent, en effet, qu'il va de soi que l'on parle de leurs livres, aussi bien dans la grande presse, qui, souvent, est payée pour cela (placards publicitaires des grands éditeurs), que dans la petite qui, elle, ne l'est pas (1).

Pourquoi le directeur du petit journal, qui a tant de peine, le plus souvent, à joindre les deux bouts, parle-t-il avec tant d'abondance du livre de l'auteur célèbre ? Son zèle ne peut être provoqué que par deux raisons : Ou bien, il est snob sans le savoir et se laisse naïvement prendre au « battage » publicitaire des grands éditeurs, et au désir de parler « du livre dont tout le monde parle », et de l'auteur dont la célébrité l'éblouit. Ou bien, il parlera du livre de l'auteur connu parce qu'il a les mêmes idées politiques, religieuses, sociales ou autres que celui-ci.

Mais il constatera bien vite que, dans le second cas comme dans le premier, il est grugé. En effet, si l'obscur directeur du petit journal a parlé de l'homme célèbre parce

(1) Pendant plus de 5 ans, j'ai voulu mettre en pratique ces observations et conclusions : Je n'ai pratiquement fait de compte-rendus que pour les auteurs peu connus. Hélas j'ai été la seule à agir ainsi, ce qui a rendu mon action totalement inopérante.

qu'il a les mêmes idées que lui, l'homme célèbre, lui, ne fera rien, la plupart du temps, en faveur du journaliste ou de l'écrivain obscur parce que celui-ci a les mêmes idées que lui. Il ne lui versera pas un sou, ne lui procurera pas un abonnement, et souvent, ne répondra même pas à ses lettres, lorsque la page publicitaire qui le concerne aura paru.

Les idées politiques ou religieuses communes ne jouent donc qu'à sens unique en faveur des membres du Tout-Paris et des grands éditeurs. Car ce n'est pas non plus parce qu'il a les mêmes idées que lui (officiellement) que le grand éditeur se croira obligé d'éditer l'écrivain obscur qui lui soumet son manuscrit en croyant naïvement qu'on lui saura gré d'un service rendu.

D'autres directeurs de petites revues vendent des livres d'auteurs connus. Apparemment, c'est plus malin, car ils prélèvent leur dîme sur les livres vendus. Mais leur prosélytisme ne fait, ici aussi, qu'entretenir l'implacable dictature des Tout-Parisiens. L'auteur et l'éditeur célèbres, qui tirent et vendent à 30.000, 50.000 ou 100.000 exemplaires, se moquent bien des efforts de leurs zélés serviteurs, et de quelques livres de plus ou de moins.

Les directeurs de petits journaux qui, groupés, pourraient représenter une force importante, ne font pas que pécher par snobisme et par naïveté. Par stupidité, aussi, ils se tirent souvent systématiquement dans les pattes les uns les autres et, toujours pris au piège des idées politiques, sociales ou religieuses, consolident les uns contre les autres ce même mur du silence que le Tout-Paris dresse globalement contre tous.

Je le répète donc : Ce n'est pas tant par peur de certaines idées que les journaux du Tout-Paris et leurs satellites de province font systématiquement le silence sur tant de petites revues qui mériteraient d'être signalées, sur tant de livres qui mériteraient d'être connus, sur tant d'œuvres d'art qui mériteraient d'être admirées, sur tant de découvertes importantes, voire vitales. Non, par mépris. Par mépris pour quiconque n'a ni gros moyens, ni relations importantes. Ce mépris dont nous avons vu qu'il était à peu près le seul sentiment que puissent ressentir et manifester les membres du Tout-Paris pour ceux qui les font vivre.

Les directeurs de journaux qui refusent systématiquement de signaler d'autres petits journaux quand ceux-ci ne sont pas « dans leur ligne », ou même quand ceux-ci sont « dans leur ligne », mais qu'ils craignent de se voir enlever quelques lecteurs, et qui, par contre, font aveuglément la publicité des grandes revues et des grands journaux qui « pensent comme eux » (Officiellement toujours), ne voient pas qu'ils entretiennent ainsi l'instrument de leur oppression et de leur stagnation.

Ils ne voient pas, en effet, que les lecteurs sont agglutinés aux grandes revues par dizaine de milliers, tandis que chaque petite revue n'a que quelques centaines, voire quelques dizaines de lecteurs, et que cent petites revues réunies n'ont pas plus de lecteurs à elles seules qu'un unique grand journal.

J'enchaîne : les lecteurs sont à prendre où ils sont, c'est-à-dire à prendre aux grandes revues et aux grands journaux, et non là où ils ne sont pas, c'est-à-dire aux petits journaux.

Certains diront que mon point de vue n'est pas « chic ». Mais grandes revues, grands éditeurs et auteurs célèbres ont-ils jamais eu le moindre « chic » envers nous ? Se gênent-ils pour nous baillonner, nous étouffer, briser tous nos efforts et tous nos élans ? De combien de suicides, de désespoirs, de tristes fins de vie sont-ils responsables ? Quel droit ont-ils de prendre ainsi la place de tout le monde, de parler et d'écrire seuls, d'étouffer et de mépriser les autres ?

Alors, il n'y a pas de noblesse à avoir pour quiconque n'en a pas. Pas de loyauté, pas d'égards à avoir pour quiconque n'en manifeste pas aux autres.

Directeurs de petites revues, sachez que l'ennemi n'est pas le petit journal qui, apparemment, vous fait concurrence ; ce n'est pas l'auteur obscur, qui s'édite péniblement, et qui a vraiment besoin que vous parliez de lui. Non, ces deux-là, vous devez les aider, à condition qu'ils vous aident. Votre véritable ennemi est le grand journal, la grande revue, le grand éditeur, l'auteur célèbre, l'homme ou la femme connu qui, tous, se servent de vos idées, politiques ou religieuses, pour vous exploiter, vous gruger, vous tromper.

Directeurs de petites revues, répondez à la dictature polyvalente du Tout-Paris en vous groupant entre vous, *quelles que soient vos idées politiques, religieuses ou sociales*. Vous répondrez ainsi, tactique pour tactique aux méthodes du Tout-Paris. Faites-vous de la publicité les uns aux autres ; n'en faites pas, par contre, pour les grands journaux, les grands éditeurs et les grands auteurs qui, eux, ne vous ont jamais rien donné gratuitement. Même s'ils prétendent être de votre bord. A leur mépris, répondez par du mépris. A leurs mauvais procédés, répondez par des procédés similaires.

Auteurs inconnus, isolés, inventeurs, artistes peu aisés, qui avez souvent éprouvé cruellement que la liberté d'expression et l'égalité démocratique ne sont que de vains mots, puisque la Grande Presse vous baillonne sans pitié, refuse de parler de vos œuvres, de prendre au sérieux vos découvertes ou votre talent, bref, vous étouffe littéralement, refusez, vous aussi, de vous laisser prendre au « battage » publicitaire que le Tout-Paris organise pour continuer à imposer sa dictature. Plutôt que de vous abonner à un seul grand journal, abonnez-vous à trois ou quatre petits journaux, parmi ceux qui vous sont le plus sympathiques et défendent le mieux vos opinions.

Et vous, Directeurs d'associations, hommes et femmes du grand public, ouvriers, paysans, fonctionnaires, enseignants, commerçants jeunes gens ou jeunes filles, adultes ou vieillards, refusez d'être plus longtemps les jouets et les pourvoyeurs d'une poignée de noceurs et de menteurs prétentieux et hautains qui ne pensent qu'à abuser leur peuple.

J'ai dit plus haut qu'avec la Radio et la Télévision, les grands journaux parisiens et leurs satellites de province sont les instruments de la domination du Tout-Paris. En parlant sans arrêt de toutes les productions littéraires, artistiques, cinématographiques ou autres, et des hommes et des femmes « connus », qui émanent de la matrice pourrie que j'ai explorée et décrite, ils maintiennent leur terrible dictature, auprès de laquelle celle d'un Hitler ou d'un Staline,

qu'ils vitupèrent avec tant d'enthousiasme et de constance, semble encore humaine.

Il faut donc commencer par s'en prendre aux grands journaux, quelles que soient leurs opinions politiques, je l'ai dit, car la diversité même des opinions politiques des Tout-Parisiens, est l'une des grandes règles sur lesquelles ils s'appuient, et qui leur permet d'être toujours gagnants.

Sabotez donc partout les grands journaux en ne les achetant que le moins possible. Et, si vous avez ce courage, débarrassez-vous de vos postes de télévision et refusez d'en payer la redevance (1). Telles qu'elles sont conçues, actuellement, la plupart des émissions font de la Télévision et de la Radio les instruments numéros UN et DEUX de l'abêtissement et de l'anéantissement du peuple. Le Tout-Paris perdra ainsi, peu à peu, ses points d'appui et les instruments de sa domination. Vous trouverez toujours un petit journal qui vous renseignera aussi bien sinon mieux que les grands. Aidez les petits journaux par des Abonnements et des dons, si modestes soient-ils. Groupons, dans la solidarité une nouvelle élite, décidée, elle, à servir son pays, sa propre race et son propre sang.

Parallèlement, sabotez les grands éditeurs en refusant de vous laisser prendre à leurs énormes « pièges » publicitaires. N'achetez plus les livres des auteurs « connus », ou, tout au moins, achetez-les le moins possible. Dans les Bibliothèques vous trouverez souvent, sur les mêmes sujets, des livres tout aussi documentés, tout aussi intéressants, dont les auteurs sont morts depuis longtemps, ou oubliés. Relisez les auteurs anciens, ou moins anciens, dont les cabinets de lecture regorgent. Beaucoup de petites maisons d'éditions, écrasées par les grandes, vendent par correspondance, et éditent des auteurs tout aussi intéressants que les auteurs les plus connus, même si leurs œuvres, faute de moyens, ne sont parfois que photocopiées. Soutenez-les en les achetant.

Sabotez aussi les films, pour autant que vous le puis-

(1) Depuis une date récente, la Télévision est devenue un peu plus ouverte. (Note de 1975).

siez. Vous avez pu souvent constater à quel point la publicité faite au sujet de ces films est mensongère et inepte.

Sabotez, sabotez dans tous les domaines, en refusant simplement de « marcher ». Ce sera suffisant. Ouvrez les yeux de votre prochain, inlassablement.

Directeurs de petites revues, ne parlez plus des hommes « connus », ne les citez plus, ne marchez plus dans les combines des grands éditeurs en faisant gratuitement leur publicité. Renvoyez-leur leurs « prières d'insérer ».

Cependant, il y a ici une remarque à faire : Alors que les organes du Tout-Paris utilisent contre les petits journaux l'arme absolue du silence, le silence ne saurait être, pour nous, la seule arme que nous puissions utiliser contre eux.

Le silence, dans leurs mains, est efficace, car, sitôt qu'ils parleraient d'une petite revue *même en mal*, ils lui attireraient des lecteurs. Et, sitôt qu'ils parleraient d'un écrivain, d'un artiste, d'un homme politique, d'un inventeur obscurs, ils risqueraient de le rendre célèbre. Aussi ne le font-ils pas : Ils tiennent à garder le gâteau pour eux-mêmes.

Mais, contrairement à ce que croient les directeurs de petits journaux, le silence des petites revues envers les grandes n'est pas efficace. Ne faites donc pas le silence sur elles. Dénoncez inlassablement et *systématiquement* leurs carences. La publicité que vous leur ferez ainsi contribuera à leur faire perdre leurs lecteurs peu à peu, à elles et aux grands journaux.

Ils ont de bons côtés, direz-vous. Refusez de voir leurs bons côtés ; ne parlez que de leurs mauvais. Ont-ils jamais voulu reconnaître, eux, ce que petits journaux, écrivains et artistes obscurs ont de bon, de neuf, d'authentique ? Ont-ils jamais eu pitié des revues sans « moyens » suffisants, des auteurs, artistes, inventeurs, hommes politiques originaux, mais non introduits dans leurs milieux ?

Comme une tige coupée, l'énorme mythe du Tout-Paris s'anémiera alors peu à peu et se desséchera sur lui-même.

Philippe MEYNIER.

COMMENTAIRES

La mort de Philippe Meynier a privé l'opposition anti-subversive d'un collaborateur précieux. Nous regrettons de ne pas l'avoir connu plus tôt et de ne pas avoir su révéler à nos lecteurs son grand talent. La plus belle histoire dont nous tirons les pages qui vont suivre est consacrée à une méditation sur la légende d'Oedipe d'après la tragédie de Sophocle. C'est sur chaque situation du drame, qui propose en même temps un choix capital dans la vie, que Philippe Meynier fait porter son commentaire. Nous reproduisons ci-dessous quelques unes de ces méditations.

DU RESPECT

Tu comptes sur le respect Œdipe ?

Mais que connais-tu du respect ? Le respect des rares êtres qui le méritent honore plus celui qui le porte que celui qui le reçoit. Le respect de ceux qui en sont indignes ridiculise davantage le respectueux que le respecté. Le respect marque moins son objet que son auteur.

Il est autre chose que la crainte, autre chose que l'envie ; il est participation. Or, toi tu as refusé ce que d'autres avaient fait. Tu as tout créé par toi-même. Tu n'admetts personne à participer à ce que tu es.

Tu n'as point de pair, ni de second dans ta majesté humaine. Tu n'es venu à aucun partage et tu ne veux rien laisser en partage. Tu ignores le respect donné ou reçu.

On t'admire. Œdipe. On respectait Laïos. Le peuple ne s'est pas grandi en se donnant à toi ; il le sait. Il a pris le sauveur envoyé par le hasard, au lieu de le susciter en lui-même. Tu es resté l'étranger, pas l'ennemi, certes, mais l'allié pour un combat terminé, le combat contre le sphinx.

Tu demeureras solitaire dans l'adversité d'aujourd'hui, comme dans la gloire d'hier. Tu n'as pas inspiré le respect, et si tu l'avais rencontré, il n'aurait été pour toi qu'un hochet.

Tu comptes sur la reconnaissance ?

Tu te trompes. On ne fonde rien sur la reconnaissance pure, car elle n'est que passé. On ne fonde que sur l'espérance.

L'homme parcourt son souvenir ; à peine effleure-t-il son présent ; il vit pour son avenir.

Hier n'est qu'un moyen, une expérience ; demain est le but ; ne compte sur la connaissance que comme gage de tes promesses.

Si tu promets de sauver Thèbes, le peuple te croira et t'aidera, car sa reconnaissance fondera sa foi. Si tu ne promets rien, à quoi sert la confiance mise en toi ? Personne ne se sacrifiera aujourd'hui pour le paradis perdu et abandonné ; mais beaucoup sont prêts à tout pour le paradis promis.

Tu comptes sur la fidélité ?

Et de qui le peuple l'aurait-il apprise, puisque tu l'ignores et ne l'as enseignée ni par ton exemple, ni par ta pensée ? Ce qui te manque, c'est peut-être d'avoir toi-même une fidélité qui te donne la durée. Sans fidélité, l'homme est le jouet d'un présent toujours changeant.

Sans fidélité, les choses sont égales. Les plus éphémères valent, pour un jour, autant que les plus durables. La conscience les confond et ne sait lesquelles choisir.

L'erreur est multiple, les vérités sont rares : l'erreur a infiniment plus de chance de l'emporter aujourd'hui.

Mais les vérités sont moins changeantes. Il n'y a guère de vieilles erreurs ; elles se sont effondrées. Une fidélité mesurée à ce qui dure a chance d'être donnée à un peu de vérité. Elle libère l'esprit, car elle étanche sa soif d'absolu,

et lui permet d'aborder toutes autres choses avec une curiosité sereine.

Celui qui ignore toute fidélité met l'absolu partout. Pour ne pas douter indéfiniment, il se crée des préjugés bouffons dont la multiplicité et la naïveté étouffent son jugement. Une fidélité élevée, unique et définie, peut-être parce qu'elle fait la part d'un besoin essentiel de l'esprit, est le seul remède contre les préjugés.

Tu n'es fidèle à rien Œdipe, ni à personne. Tu es fidèle à cet homme nommé Œdipe, du moins certains le croient. Mais dans la solitude désolée de ta pensée, infiniment plus grande encore que celle de ton pouvoir, crois-tu encore en toi-même, ou joues-tu déjà une comédie dont tu es seul spectateur ?

As-tu au moins pitié de toi ?

À ton propre regard, tu n'es même pas cet être vivant et souffrant qui devrait émouvoir son peuple. Tu ne veux être, même pour toi, que ta volonté libre d'elle-même et de toutes choses.

*

**

SOIF DE JUSTICE

Pourquoi le sentiment commun désire-t-il qu'on récompense les bons et punisse les méchants ? Parce que nous cherchons partout et toujours à nous justifier.

Nous sommes honteux d'avoir manqué d'audace et de courage en ne volant pas le bien d'autrui, en ne lui prenant pas sa femme, en ne tuant pas notre ennemi. Mais si celui qui a commis ces actes est puni, nous pouvons dire que nous avons eu raison de nous abstenir.

D'abord nous échappons au châtement. Nous nous persuadons que notre abstention ne vient que de notre crainte, ce qui laisse intacte notre confiance en nos capacités : qu'il n'y ait plus de gendarmes et nous montrerons de quoi nous sommes capables.

Ensuite, nous pensons que si tout le monde est d'accord pour punir le criminel, une opinion aussi répandue doit être juste. La raison, l'intelligence sont de notre côté. Nous avons eu raison de ne pas faire le mal.

Un escroc habile a-t-il soustrait des millions à une Société ? Des voleurs armés ont-ils pillé une banque ? L'homme de la rue trouve qu'ils ne sont jamais assez punis. Pourtant, que lui importe ?

S'il s'agissait de vols qui puissent l'atteindre, on comprendrait qu'il soit sévère. Il aurait peur d'être bientôt victime ; il compterait sur la prison pour mettre le criminel hors d'état de nuire, et intimider ceux qui voudraient l'imiter. Pas de pitié pour le voleur de bicyclette ou pour celui qui a dérobé la monnaie de la ménagère ; ils menacent la bicyclette et le portefeuille de chacun.

Mais l'homme de la rue n'est pas banquier ; il n'a pas d'intérêts dans la haute finance. Il devrait se moquer de ces riches dépouillés au profit d'aventuriers habiles. Qu'est-ce que cela change pour lui que la fortune soit ici ou là, puisque, de toute façon, il ne l'aura pas.

Telle femme âgée et fanée voudrait qu'on enferme une fille jeune et jolie qui exploite un peu trop ses charmes. Qu'est-ce qui suscite la sévérité de notre matrone ? Si elle n'a ni mari ni fils à défendre, elle ne sera pas plus indulgente.

Ce n'est pas notre intérêt qui nous incite le plus souvent à demander le châtement de ceux que l'on considère vulgairement comme coupables parce qu'ils ne respectent pas la règle du jeu : c'est notre vanité. Si le coupable n'est pas puni, nous sommes ridicule à côté de lui. Nous lui sommes inférieurs en habilité ; nous avons eu tort ; il a eu raison.

En face d'un cas concret, le sentiment populaire devient cruel alors qu'il est plein de mansuétude dans l'abstrait.

Il se contentera de preuves minimales pour reconnaître l'identité du coupable. Parce que la condamnation justifie l'homme de la rue, et que ce qu'il cherche c'est sa justification, il acceptera que l'on punisse dix innocents plutôt que de laisser échapper un coupable. Ce qui compte, c'est le

châtiment, parce que le châtiment justifie tous les impuis-
sants.

La punition d'un innocent n'est pas très scandaleuse pour l'homme de la rue. Elle est un hasard douloureux comme la maladie ou l'accident. Chacun espère bien ne pas être l'innocent malheureux. La punition de l'innocent n'intéresse que lui-même. Le coupable non châtié accuse tous les innocents. Il s'est montré plus habile. Nous ne l'admettrons pas.

Il en est de même de la récompense. Nous voulons la récompense des bons pour que nous, les justes, nous ne paraissions pas ridicules et bernés dans notre effort vers ce que nous croyons le bien, pour affirmer notre supériorité sur les méchants.

Nous voulons bien accepter la médiocrité de notre sort, si nous n'avons pas tiré un bon numéro à la loterie de la vie. Nous voulons bien que les heureux gagnants aient la richesse et la puissance, car ils les tiennent du hasard, ce qui ne prouve ni leur supériorité, ni notre maladresse.

Mais nous ne voulons pas que les tricheurs s'emparent des bonnes places, car ils auraient ainsi prouvé leur habilité et leur intelligence ; notre sottise serait la seule cause de notre misère. Nous voulons surtout ne pas être responsables. Le fatum est le confort moral auquel chacun aspire en secret.

Ainsi, ce que nous appelons couramment notre soif de justice n'est qu'une forme de la volonté de domination, alliée à l'inertie de chacun ; ne voulant pas prendre la peine de nous imposer autrui, nous aimons tout ce qui avilit ceux qui pourraient tenter de s'imposer à notre place. Nous n'aimons la justice, même chez les autres, que pour nous rendre justice à moindre frais à nous-mêmes.

N'y a-t-il sous le mot justice, que cette désespérance partant de ce refus de vouloir être ?

*
**

LE MONDE ABSURDE

On dit couramment que pour les primitifs, l'univers était incompréhensible. Chaque phénomène paraissait indépendant de tous les autres comme s'il était né du hasard pur ou de la volonté changeante de quelque mythe. Le cycle des saisons, l'abondance du gibier, la férocité des bêtes sauvages, la fécondité des femmes étaient les données inattendues de la fantaisie des dieux. Il n'y avait qu'à supporter sans comprendre.

Les siècles ont passé, la recherche, orientant la civilisation, ne s'est rebutée de rien. Nous expliquons bien des choses, et pourtant notre contemporain vit encore le plus souvent dans un monde absurde.

Les connaissances multiples que nous avons acquises demeurent le privilège de quelques-uns, non pas que l'enseignement ne soit largement ouvert à beaucoup, mais l'étude, la culture, la réflexion demandent un trop gros effort. Nous n'acceptons de l'entreprendre que dans la limite étroite où il est économiquement payant. Notre ambition n'est pas de comprendre le monde dans lequel nous sommes impliqués, mais seulement d'augmenter nos revenus.

Alors, la spécialisation fait rage. Chaque esprit a démythifié un petit coin de l'univers pour l'exercice de son activité lucrative. Il demeure pour tout le reste aussi superstitieux que l'homme inculte. L'égalité par la base du spécialiste et de l'ignorant est la constante de ce temps.

La paix, la guerre ou la victoire, la misère ou l'abondance, les bouleversements, le démembrement des empires, l'apparition d'unités ou d'institutions apparemment nouvelles sont conçus par beaucoup comme des phénomènes inexplicables. Il vient à l'esprit de très peu qu'ils sont le produit complexe d'un certain nombre de conditions objectives. On aime mieux les rattacher aux peines et aux péchés d'une morale volontiers sadique ou masochiste.

Ainsi, une défaite militaire sera la sanction de la perversion de la jeunesse ou de la décadence d'un peuple : personne ne se demande quelle est la cause initiale de cette perversion ou de cette décadence.

La misère de beaucoup est imputée à l'âpreté des riches, alors que cette âpreté, comme cette misère, sont les conséquences communes des mêmes institutions et des mêmes événements.

Dans la vie de chaque jour, dans la profession, les affaires, les sentiments, la plupart d'entre nous avancent en aveugles. Ils ignorent le sens et la nature des rapports dans lesquels ils sont impliqués. Ils s'enrichissent ou s'appauvrissent sans comprendre.

Nos contemporains, comme ceux de Lucrèce, se croient heureux ou malheureux, aimés ou abandonnés, autoritaires ou peureux, normaux ou pervers par décret du hasard qui aurait marqué définitivement leur nature. Ils ignorent franchement que tout ceci n'est que le contenu de leur personnalité, propre à être modifié ou dirigé. Mais ils ne veulent pas l'accepter. Le fatalisme aussi est un mol oreiller.

Il n'y a qu'une sorte de malade qui nie sa maladie et refuse les soins : le fou. Chacun d'entre nous, sans avoir perdu tout à fait la raison, croit posséder des aptitudes ou des incapacités, des goûts, des inimitiés qu'il vénère comme ses propres dieux et auxquels ils se soumettent comme s'ils étaient la nature des choses, inhérents à sa personnalité inaltérable et sacrée.

Nous en exigeons le respect par autrui ; mais qu'est-ce donc que le respect des opinions et des personnes, sinon le refus d'agir sur les sources de ces opinions et les caractères de ces personnes. Il y a un certain respect qui n'est qu'une variété d'ignorance voulue, une démission, une fuite.

Ils ignorent, nos contemporains mythologues, que parmi les conditions d'avènement des phénomènes qui les troublent, la volonté humaine fermement déterminée, le courage, la persévérance, ne sont pas négligeables. Nous ne sommes ni les jouets d'un hasard absurde, ni les esclaves de dieux fous. Nous sommes impliqués dans un monde dont quelques lois peuvent être découvertes et ordonnées à certains de nos buts.

LA TENTATION DE LA GUERRE

Les temps ont changé, Nous qui ne croyons plus à la vengeance des dieux, ni à la fatalité, qui rêvons de fraternelles cités humaines et qui avons construit tant de machines merveilleuses, résolu tant de problèmes étonnants, est-ce contre la volonté de tous que quelques chefs fous nous lancent encore dans ces tueries collectives ?

Personne ne déclare aimer la guerre, et tout le monde la fait. S'il n'y avait de l'hypocrisie dans notre pacifisme, on ne trouverait jamais assez de combattants.

La guerre ? Mais elle est la seule aventure de l'homme moderne. Riche ou pauvre, paysan ou citadin, heureux ou malheureux, elle donne à chacun l'occasion de sortir du cadre toujours étroit de l'existence.

Enfermé dans son bureau toute la semaine à des heures précises et régulières, abruti par un foyer triste et trop connu, des enfants criards ou médiocres, des lectures sans intérêts, des amis toujours semblables à eux-mêmes, des distractions obligatoires et monotones, quel est celui qui ne rêve d'évasion ?

Partir ? Mais où partir pour ne pas retrouver une autre femme qui deviendra pareille, un autre travail aussi abrutissant, un nouvel horaire semblable dans une épuisante régularité ? L'homme moyen, toujours médiocre, n'ose pas quitter spontanément ceux dont il a la charge pour les laisser misérables. Dans son inconscience, il n'espère qu'en la guerre, même s'il se proclame ami de la paix.

Le remords de quitter les siens ne le torturera pas puisqu'il ne pourra faire autrement. Que la femme abandonnée s'en prenne à la fatalité. C'est un avantage de la guerre, parmi d'autres, que personne n'est plus responsable.

Et notre citoyen moyen, dans son uniforme bigarré, va retrouver tout ce qu'il aime.

D'abord la paresse, la guerre c'est avant tout le temps où on ne travaille plus, où on ne fait rien, où on laisse passer les jours.

Puis les camarades. La guerre c'est le renouveau de l'amitié, de la grande fraternité des hommes simples avec parfois des haines brutales, ouvertes, mais dont les raisons sont fondamentales, les intérêts évidents. Toutes les relations humaines deviennent petites, jamais artificielles.

L'argent n'est plus roi ; c'est une satisfaction pour ceux qui sont las de le chercher ou de le conserver.

La force physique reprend sa valeur. C'est une justice agréable à rendre aux muscles ; ils en sont magnifiquement reconnaissants en accordant protection et fidélité aux malades et aux malingres pour constituer de nouvelles affinités, de nouvelles hiérarchies étroites et franches. C'est l'enfance, la vie d'écolier mâles qui a été retrouvée.

Etonnez-vous après cela qu'il y ait tellement de guerres de notre temps. Elles sont la seule espérance du bureaucrate, et le bureaucrate est roi.

Mais on se lasse de tout. Les années passent ; la douceur du foyer, l'affection des enfants, la régularité d'une vie mesquine, l'abondance relative des biens de la table, apparaissent à nouveau, débarrassées des couleurs maussades que leur avait données l'habitude.

Alors on chante « Lily Marlène » et « Le Petit Vin Blanc ». Il faut finir la guerre : gagnée ou perdue qu'importe après tout. L'acharnement qu'on croit celui de la victoire n'est que la nostalgie d'un bureau paisible et d'une famille sans aventure.

Le cycle se reproduit à chaque génération. Rarement une guerre en suivra une autre de près. Il faut attendre que la lassitude du foyer ait porté ses fruits. Quinze ou vingt ans de paix suffisent au citoyen moderne, cinq ans de guerre aussi. Les démagogues auraient intérêt à le savoir.

Ils ne sont jamais populaires pour avoir fait la guerre quand on aspirait à la paix, ou pour avoir consolidé une paix dont on était las. Quant aux vrais hommes d'Etat, ils sauront user de ce propos pour leur fin.

DE L'ENVIE AU REFUS

La vie est mouvement. L'homme vivant est en marche vers son aventure personnelle, grandiose ou médiocre.

Ses passions n'agitent pas un cœur immobile pour ou contre des êtres inertes. Les rapports qui le lient aux autres ne sont pas rapports de son être, mais de son mouvement. Ainsi de l'envie et de la jalousie.

C'est une erreur fort commune de croire que l'envie agite les petits parce qu'ils sont petits, contre les grands parce qu'ils sont grands. Elle ne tenaille pas les hommes en raison de leur position présente.

L'envie est le propre de ceux qui descendent à l'égard de ceux qui montent. Quelle que soit la modestie de sa condition, celui qui s'élève respecte ceux qui le dominent de leur puissance ou de leur richesses, car en révérançant les grands, il valorise ses propres fins.

Au contraire, ceux qui descendent, même s'ils refusent l'effort pour s'élever, même s'ils dominant encore, envient cruellement ceux qui montent.

Le mépris du nouveau riche n'est jamais si cinglant que chez ceux que leur incapacité est en train de ruiner. On voit au contraire des hommes modestes ayant acquis une certaine aisance par un travail harassant, respecter ceux qui possèdent de grands biens sans efforts, par héritage ou autrement.

Tout se passe comme si l'énergie dont nous disposons était limitée. L'envieux n'en a plus assez pour agir, alors que l'homme d'action n'a ni le temps, ni la force d'envier.

Il en est de même de la jalousie. Elle n'atteint une grande fureur que chez les impuissants. L'homme et la femme qui se sentent trahis domineront leur déception s'ils veulent reconquérir l'infidèle, ou s'ils ne désespèrent pas de fonder un nouvel amour.

Mais ceux qui ont renoncé à imposer leur valeur tournent en rage le peu de force qu'ils acceptent de mettre en œuvre ; leur puissance destructive des autres et d'eux-mê-

mes est inversement proportionnelle à leur refus de s'imposer.

Notre haine des heureux n'exprime que notre refus de conquérir le bonheur, notre respect du bonheur d'autrui que notre volonté de prendre nous aussi notre part de bonheur.

Les jugements que nous portons sur les autres ne sont fondés ni sur leur valeur, ni sur la nôtre. Ils ne sont que la contrepartie de notre volonté de triompher ou d'abdiquer.

*
**

MALHEUR AIMÉ

Il y a des gens à qui le malheur va bien.

Nous ne pouvons les imaginer autrement que malheureux, et eux-mêmes non plus ne peuvent s'imaginer autrement. Ils chérissent leur malheur comme la partie la plus noble de leur corps ou de leur esprit ; ils y sont à l'aise ; ils considèrent qu'il leur donne une dignité essentielle.

Il est leur ordre, l'ordre du malheur, et le leur arracher serait la pire injustice.

Sans leur malheur, ils ne sont rien et ne veulent point prendre la peine d'être quelque chose. Sans le malheur, ils craignent qu'on n'attache pas à leur personne plus d'importance qu'ils n'en imposent, à leur propos plus d'intérêt qu'ils n'en présentent, à leurs jugements plus de valeur qu'ils n'en méritent. Sans leur malheur, ils ne sont ni forts, ni illustres, ni attrayants ; ils ne sont pas.

S'ils sont malheureux, ils sont victimes, victimes du hasard ou de l'injustice ; ils sont victimes d'autrui ; s'ils sont victimes, ils sont quelque chose.

Qu'importe ce qu'ils sont ; ils sont quelque chose qui est à plaindre, quelque chose qu'ils peuvent plaindre eux-mêmes, mais surtout que les autres, tous les autres, doivent plaindre. Ils ne sont plus isolés et ignorés.

Nous sommes tous sensés connaître leur malheur. Ils ne prennent pas la peine de l'exposer, pensant à juste titre

que l'inexprimé est toujours immense. Ils aiment que leur malheur soit connu du public et qu'on en parle en leur absence pour qu'on ne les oublie point.

Quand ils l'évoquent, ce n'est point pour une description complète, c'est avec un air entendu. Ils parlent de « leur malheur » et vous foudroient du regard si vous paraissez l'ignorer par pudeur ou réserve. Mais si vous prenez l'air compatissant, si votre propos montre que vous êtes au courant, ils vous font entrer dans la cohorte de leurs confidents par un petit détail nouveau et inédit qui ne sera confié qu'à vous.

Surtout ne les secourez pas efficacement. Ils cesseraient d'être malheureux ; ce qui est pire, ils cesseraient d'être.

Heureusement d'ailleurs, ils trouveront un autre malheur, bien plus cruel que le précédent dont vous avez eu l'impudence de les débarrasser. Ils vous garderont une sourde animosité du service que vous aviez cru leur rendre.

Ils se plongent vite avec délice dans ce nouveau malheur, comme l'exilé qui rentre en sa patrie et retrouve la couleur du ciel de son enfance avec le langage de ses frères. Ils ont retrouvé leur ordre, leur place, leur rôle, le sens et la justification de leur existence. Ils sont à nouveau ; ils sont ce qu'ils sont faits pour être et, en somme, ce qu'ils aiment le mieux être. Ils sont les malheureux supportant le malheur du monde, et tous ceux qui ne compatissent pas sont des méchants voués au mépris universel.

La véritable histoire de la découverte de l'Insuline

Les prix Nobel de littérature ne font plus guère illusion. Tout le monde sait qu'ils ne sont décernés qu'à des écrivains dont le « progressisme » est confirmé. Finalement un prix Nobel de littérature est à peu près l'équivalent de cette plaque de grand Officier de la Légion d'Honneur par laquelle les gouvernements récompensent dédaigneusement et avec parcimonie un demi-siècle de conformisme et de bonne conduite démocratique chez des littérateurs distingués. Bientôt, malgré le « battage » de la presse mondiale, le prix Nobel de littérature n'aura guère plus d'importance que le prix Goncourt.

On s'imagine souvent que les prix Nobel scientifiques sont décernés avec plus de circonspection et d'équité. L'exemple des prétendus « inventeurs » de l'insuline, Banting et Mac Leod, couronnés en 1921 prouve qu'il n'en est rien, et que ces prix peuvent être attribués avec légèreté et sans enquête sérieuse. C'est ce que rappelle opportunément — et cruellement — cet article de Philippe Decourt dans les Archives Scientifiques Claude Bernard, N° 9, revue mensuelle bien connue de nos amis médecins, d'après une biographie récente de Constantin Bart consacrée au grand biologiste roumain Nicolas Paulesco, à qui l'on doit en réalité la découverte de l'insuline que Banting et Mac Leod s'approprièrent au bénéfice de la firme pharmaceutique Eli Killy and C° d'Indianapolis. Nous utilisons pour nos lecteurs les principaux passages de cet article.

Notre ami Constantin Bart, de Bucarest, raconte comment Nicolas Paulesco fut dépouillé du bénéfice et de la gloire d'avoir obtenu, en 1921, un extrait de pancréas actif contre le diabète, et comment Frederick Banting et John

Mac Leod, pour cette découverte, obtinrent à sa place, en 1923, grâce à une supercherie, un prix Nobel qu'ils ne méritaient pas. Les deux lauréats du prix Nobel furent couverts d'honneurs et comblés d'avantages matériels et professionnels. On put s'étonner, seulement, que ces deux prétendus savants ne firent aucune découverte notable, ensuite, malgré les moyens importants dont ils disposèrent.

Ce ne fut qu'à l'occasion du cinquantenaire de la découverte, en 1971, lors des cérémonies commémoratives, que le monde scientifique apprit avec étonnement l'injustice qui avait été commise, et la supercherie qui en fut la cause. Les deux lauréats du prix Nobel connaissaient les travaux et la réussite de Paulesco, mais ils falsifièrent le texte dans lequel il annonçait les effets de son extrait pancréatique pour faire croire qu'il n'avait abouti à aucun résultat, et le passèrent ensuite totalement sous silence, comme s'il n'avait jamais existé. C'est ainsi qu'ils trompèrent le Comité du prix Nobel. Ce furent des procédés d'aigrefins.

Ces faits ont été très discutés depuis 1971. M. Constantin Bart en a repris minutieusement l'étude, ce qui n'était pas toujours facile parce que des personnages compromis dans une affaire n'en révèlent évidemment pas volontiers les dessous. Pour retrouver la vérité derrière certaines réticences concertées, il dut parfois, comme il le dit, se faire « historien-détective ». Même incomplète, même si tous les mystères n'ont pas encore pu être élucidés — ils le seront peut-être puisque l'un des principaux témoins du « drame », Charles Best, est vivant — la vérité est suffisamment connue maintenant pour que l'histoire puisse être écrite.

Voici d'abord comment un journal médical résume ce que l'on apprit en 1971 (Note anonyme parue dans le *Concours Médical* du 6 novembre 71) :

« PAULECO, l'Ignoré.

« Le cinquantième anniversaire de la découverte de l'insuline vient d'être solennellement commémoré, notamment par l'O. M. S. lors de la Journée Mondiale de la Santé consacrée au diabète, le 7 avril dernier.

« A cette occasion, on a souligné que le prix Nobel attribué à Banting et Mc Leod, eût dû être donné à Banting et à Best, le professeur Mc Leod ayant plutôt mis des bâtons dans les roues aux deux jeunes chercheurs qu'il hébergeait dans son laboratoire. Mais tout le monde a oublié que, en réalité, le premier à avoir découvert l'insuline ne fut ni Banting, ni Best, mais un savant roumain complètement méconnu, N. Paulesco, mort en 1931.

« En juin 1921, au moment où, profitant du départ en vacances de Mc Leod, Banting et Best préparent leur expérience fameuse, N. Paulesco présente à la Réunion roumaine de biologie une communication, qui sera publiée dans les « Comptes rendus » de la Société de Biologie de Paris (1921, 85, 555). Il y indique que la pancréatectomie détermine chez le chien une hyperglycémie, une cétonurie, une hyperazotémie, et qu'un extrait aqueux de pancréas injecté dans la veine jugulaire diminue ou supprime l'hyperglycémie, l'acétonémie et l'acétonurie, et régularise l'azotémie. L'effet de l'injection est immédiat, maximum après deux heures, et se prolonge pendant douze heures.

« La priorité est évidente. Malgré une seconde publication en août 1921 et en langue anglaise (1), les travaux de Paulesco furent cités de travers par Banting et Best dans leur mémoire (2). Banting et Best écrivaient : « He (Paulesco) states that injection into peripheral veins produces non effect... ». C'est tout le contraire qu'avait écrit Paulesco. Best, d'ailleurs, dans une lettre au Pr. I. Pavel, de Bucarest, lettre dont *Médecine et Hygiène* a publié le facsimilé, a reconnu son erreur et de ce fait l'indiscutable priorité de Paulesco (3).

« Il ne reste plus qu'à regretter que le prix Nobel ne puisse être attribué à titre posthume. »

Un peu plus tard, dans un Editorial du même journal (*C. M.* du 18 décembre 71), après avoir rappelé les circonstances de la découverte de l'insuline au Canada, l'auteur écrivait :

(1) *Archives Internationales de physiologie*, 1921, 17, 85.

(2) *J. Lab. Clin. Med.*, 1922, 7, 251.

(3) 2 juin 1971.

...« Simultanément, à des milliers de kilomètres, un physiologiste roumain reprenait à Bucarest ses travaux sur le pancréas, que la guerre avait retardés. Il s'appelait Nicolas Paulesco. Il devait attendre cinquante ans pour que ses mérites soient connus de tout le monde : la même année 1921, mais au mois de juin, il avait publié à Paris ses travaux ; il en ressortait qu'il disposait d'un extrait du pancréas capable de réduire la glycémie et la cétose du chien pancréatectomisé ! Banting et Best le lisent, puisqu'ils le citent dans leurs propres manuscrits. Mais ils lui font toutefois écrire exactement l'inverse de ce qu'il avait affirmé dans ses textes. Cette erreur pour le moins regrettable, qui ne recevra d'ailleurs aucune explication, laissera Paulesco dans l'ombre de leur gloire, puisque les statuts du Comité Nobel n'avaient pas prévu les traductions défectueuses. »

Traduction défectueuse ? On verra qu'en réalité ce fut une « erreur » volontaire de Banting qui rédigea l'article. La prétendue erreur n'était d'ailleurs pas possible car elle ne tient pas à un simple mot. Paulesco avait longuement exposé ses résultats. Constantin Bart disculpe Best en disant qu'il ne fut pas responsable de la rédaction. Mais il en était le co-signataire et, dans ses nombreuses publications ultérieures, il n'a jamais rectifié « l'erreur ». Jamais il ne chercha à rétablir la vérité qu'il n'ignorait pas, mais qui, si on la connaissait, diminuerait son mérite apparent. Pendant 50 ans, il n'a rien dit.

Entre les longs travaux de Paulesco et les publications hâtives de Banting et Best, le contraste est saisissant.

La découverte de l'insuline n'a pas été faite tout à coup, par un trait de génie de Banting et Best — ne parlons pas maintenant de MacLeod — à la fin de l'année 1921, comme l'attribution du prix Nobel l'a fait croire. Elle fut l'aboutissement d'une longue suite de recherches. Sans reprendre ici toute l'histoire du diabète sucré et des théories qui s'efforcèrent de l'expliquer, il faut au moins rappeler celles qui conduisirent Paulesco à la découverte de l'hormone pancréatique qu'il appela, pour cette raison, la pancréine.

Bouchardat, qui régla de façon magistrale la thérapeutique diététique du diabète, écrivait dès 1846 : « L'altération du pancréas doit jouer un rôle considérable dans la production de la glycosurie. » Il en apporta une première preuve expérimentale en procédant à l'ablation du pancréas. La théorie pancréatique fut défendue en France par divers auteurs, notamment par Lancereaux (de 1870 à 1877), le futur maître de Paulesco, par Lécorché (qui publie un *Traité du diabète* en 1877, et d'autres travaux sur le diabète en 1886). De 1886 à 1892, Mering et Minkowski montrent que le diabète provoqué par l'extirpation du pancréas est corrigé momentanément par la greffe d'un pancréas. Le professeur lyonnais Jacques-Raphaël Lépine découvre, en 1889, l'existence dans le sang d'un « ferment » fourni par le pancréas et qui a la propriété de réduire le sucre, tandis que son absence coïncide avec le diabète. Ce ferment est l'insuline, mais il faudra encore beaucoup de temps et de recherches pour en faire le traitement du diabète. En France, encore, Laguesse contribue grandement, en 1893, à éclairer la double activité physiologique du pancréas. Il désigne les amas cellulaires décrits en 1862 par Langerhans comme le siège de la sécrétion endocrine.

C'est à cette époque de grands travaux sur le diabète que Paulesco est venu faire ses études à Paris, où il obtient en 1897, le titre de docteur en médecine. Mais déjà, à cette époque, il s'est intéressé au diabète avec Lancereaux dont il devient le collaborateur assidu, et avec qui il rédige un *Traité de médecine* en quatre volumes. Puis il est rédacteur en chef d'une revue médicale parisienne. Aussi a-t-on pu dire de lui, avec raison, qu'il était un « fils spirituel du Paris Médical » de la fin du XIX^{ème} siècle.

Simultanément il étudie la chimie et la physique à la Sorbonne, travaille avec le grand physiologiste Dastre. Son activité inlassable le conduit à étudier particulièrement le domaine, alors tout nouveau, des glandes à sécrétion interne. Il fait des expériences, non seulement sur le pancréas, mais aussi sur la thyroïde, les glandes surrénales, l'hypophyse pour laquelle il montre la voie d'accès que le célèbre neurochirurgien américain Harvey Cushing utilisera plus

tard. Dans les milieux scientifiques, ses qualités sont si bien appréciées que le physiologiste Arthus l'invite à venir en Suisse où il pourrait obtenir une place de professeur. On lui propose aussi d'aller aux États-Unis où, lui dit-on, il obtiendrait de grandes facilités de travail. Mais il décline toutes les propositions qu'on lui fait pour revenir, par patriotisme, en Roumanie. Il n'y trouve malheureusement ni les moyens, ni les collaborateurs qui eussent beaucoup facilité ses recherches. Puis la guerre de 1914-1918 vint les interrompre.

Au début du XX^{ème} siècle, on est si persuadé de l'existence de la sécrétion interne du pancréas dans les « îlots » de Langerhans que de Mayer en 1906, puis E. Schafer, lui donnent un nom, « *Insulin* », bien qu'on n'ait pas encore pu l'extraire du pancréas. De nombreux auteurs tentent alors, logiquement, de traiter l'état diabétique des animaux dépancréatés par du pancréas broyé ou des extraits qui, tous, se révèlent inactifs. Ce fut un grand mérite de Paulesco de ne pas se laisser décourager par ses échecs. Il suppose, avec raison, que le défaut d'activité de ces extraits a pour cause la neutralisation du principe actif par le reste du tissu pancréatique ou de sa sécrétion. Mais les îlots de Langerhans sont microscopiques. Il est impossible de les séparer chirurgicalement des tissus pancréatiques qui les entourent. On a bien tenté de paralyser l'activité des tissus pancréatiques qui produisent la sécrétion *externe* en provoquant leur atrophie (par exemple en liant ou obturant les canaux du pancréas qui évacuent sa sécrétion externe dans l'intestin). Mais les extraits réalisés avec du pancréas ainsi préparé et dégénéré restent inactifs, et peuvent être toxiques. On ne pourra, pense Paulesco, obtenir la sécrétion *interne* antidiabétique que par un procédé physico-chimique capable de détruire les principes neutralisant l'insuline (puisqu'on l'appelle déjà ainsi), en conservant l'activité de la sécrétion interne.

Après la guerre il reprend ses recherches avec les moyens très restreints dont il dispose. En 1913 il avait étudié les origines du glycogène. En 1919 il étudie le glycogène dans le diabète phloridzique, en 1920 dans le diabète

par extirpation du pancréas, au début de l'année 1921 il obtient enfin un extrait qui, pour la première fois, permet de traiter les diabètes expérimentaux. On doit remarquer que cet extrait était très actif, au point qu'il observe, quand la dose est trop forte, des accidents hypoglycémiques. Il est le premier à les décrire. On doit remarquer, aussi, que son produit (qu'il dénomme pancréine) est suffisamment débarrassé de produits protéiques pour qu'il puisse l'administrer sans accident par la voie intraveineuse.

Il n'est pas douteux que Paulesco aurait pu aboutir à cette grande découverte beaucoup plus tôt si la guerre, s'ajoutant au manque de moyens convenables et de collaborateurs, ne l'avait trop souvent paralysé et retardé. Il réussit parce qu'il est vieil expérimentateur, intelligent, tenace et très instruit. Il connaît tous les travaux de ses prédécesseurs, les analyse, les discute, s'efforçant de trouver les raisons de leurs échecs. C'était un grand savant. Et il ne cessa jamais de montrer un grand désintéressement pour tout ce qui n'était pas la recherche scientifique, au point que, raconte Constantin Bart, jeune médecin à Paris, il n'avait pas accepté d'honoraires de l'un des hommes les plus riches du monde, le célèbre « marchand de canons » Bazile Zaharoff.

Quand on aborde le cas des lauréats du prix Nobel, on a l'impression d'entrer dans un autre monde.

En 1921, Banting a 30 ans, Best est un étudiant en médecine de 22 ans. Ni l'un, ni l'autre, n'ont la moindre connaissance des innombrables travaux déjà réalisés sur le diabète, aucune habitude de la recherche scientifique. On comprend que l'ont ait admiré le « génie » qui leur permit de découvrir brusquement, sans connaissance ni aucune préparation préalables, ce que tant de chercheurs émérites, et le plus souvent renommés, avaient tenté vainement de découvrir depuis si longtemps.

Banting avait d'abord eu l'intention d'être chirurgien. N'ayant pas obtenu en clientèle le succès espéré, après diverses tentatives hospitalières qui ne réussirent pas non plus, il finit par entrer comme « lecteur » au département de physiologie de l'Université de Toronto. Ne pouvant

faire de la chirurgie sur l'homme, l'idée de la chirurgie expérimentale le séduit. Il lit par hasard un article sur la chirurgie du pancréas. Avec son jeune ami étudiant Charles Best, ils prennent connaissance des publications de Paulesco. Au patron du laboratoire de physiologie, Mac Leod, ils demandent l'autorisation de chercher à leur tour un extrait de pancréas actif contre le diabète. Mac Leod, alors âgé de 45 ans, ne s'est jamais intéressé non plus, jusqu'alors au diabète. Il est sceptique. Sur leur insistance, il finit par accepter de les laisser travailler dans son laboratoire mais à la condition que ce soit en son absence, pendant les vacances qu'il doit prendre en Europe, et que, s'ils n'ont pas abouti à des résultats au bout de deux mois, ils cesseront ces recherches.

Comme Paulesco, Banting et Best firent un extrait aqueux doué de propriétés hypoglycémiantes. Aussitôt Banting l'essaie sur un médecin diabétique, Gilchrist, sans se préoccuper beaucoup de savoir si le produit sera bien toléré. Hélas ! il est impur et donne des abcès stériles. Le Dr Gilchrist doit renoncer au traitement.

A son retour, se rendant compte que Banting et Best n'avaient pas les qualités techniques nécessaires pour aboutir à un résultat satisfaisant, Mac Leod prit la meilleure décision de toute l'affaire : il fit remettre l'extrait à un bon biochimiste, James-Bertram Collip, en lui demandant de le purifier. Celui-ci modifia heureusement la technique, obtint un extrait plus actif. Mais un fait se produisit ensuite que personne, dit Constantin Bart, n'a pu expliquer depuis : l'extrait de Collip devint moins actif. Serait-ce parce que le nouvel extrait contenait une autre hormone (découverte depuis), le « glucagon », qui se trouve aussi dans les îlots de Langerhans et possède une propriété hyperglycémiantes, antagoniste de l'insuline ? Simple hypothèse. A moins que, plus simplement, la nouvelle technique n'ait altéré ou détruit en partie l'insuline ?

Quoiqu'il en soit, un an après la découverte de Paulesco, on n'avait pas encore obtenu à Toronto un bon extrait pancréatique, régulièrement actif. En même temps des disputes éclatent. Banting espère tirer un bon bénéfice finan-

cier de cet extrait. Il se fâche avec Collip qui préfère continuer son travail dans une entreprise pharmaceutique privée de Toronto. Banting quitte le laboratoire de Mac Leod. Best reste avec Mac Leod et, ensemble, ils s'entendent avec une autre société pharmaceutique privée, les laboratoires Lilly aux Etats-Unis. De tous les côtés on espère gagner de l'argent avec l'extrait de pancréas antidiabétique. Mais le produit n'est toujours pas au point. Maintenant la partie se joue surtout entre les deux sociétés pharmaceutiques qui disposent, chacune, de grands moyens et de bons chimistes. La concurrence est âpre car il y a beaucoup de diabétiques dans le monde, et l'on espère de gros bénéfices. Les publications se multiplient pour mieux attirer l'attention, la liste des chimistes qui travaillent sur la question dans les deux industries s'allonge. Les premiers essais cliniques se font avec un extrait de Collip. Techniquement, Banting, Best et Mac Leod sont hors jeu. Mais celui-ci, qui est « monté dans le train en marche » comme on dit, s'est habilement fait un renom en réclamant d'abord d'ajouter sa signature à celle des jeunes Banting et Best, puis en publiant seul, vers la fin de 1922, un article intitulé *Insulin and diabetes* dans le *British Med. Journal* qui a un très grand rayonnement dans tous les pays anglophones, en ajoutant sa signature, en 1923, à celles des chimistes Mac Cormick, O'Brien et Noble dans la grande revue américaine de physiologie. Les rivalités, animées par les appétits de gloire et d'argent, s'avivent. On voit Banting se précipiter sur Collip dans le hall de l'Université de Toronto, le renverser, lui tirer les cheveux. Tout cela manque de dignité. C'est un vrai panier de crabes. Mais tous s'entendent sur une chose : passer entièrement le nom et les travaux de Paulesco sous silence.

Quand le prix Nobel est attribué à la découverte de l'insuline, en 1923, celle-ci, en réalité, n'est pas encore isolée. On n'a guère fait mieux que Paulesco. L'insuline ne sera obtenue à l'état pur qu'en 1926, par John Abel, un biochimiste américain de Cleveland et Baltimore. Le prix Nobel est attribué à deux personnages qui ne le méritent ni techniquement, ni moralement : Banting, qui n'a pas été capable de faire un extrait convenable et a falsifié le texte de Pau-

lesco, et Mac Leod qui n'avait pas trouvé d'intérêt, a priori, dans le projet de recherche, qui s'est immiscé sans raison ensuite dans l'affaire quand d'autres ont paru pouvoir aboutir à une réussite, et qui a couvert la falsification du texte de Paulesco par Banting. On verra quel marchandage entre Banting et Mac Leod est soupçonné par Constantin Bart d'avoir été établi pour que le nom de Paulesco ne soit pas cité. Ni l'un, ni l'autre, des deux lauréats du prix Nobel, n'ont apporté une contribution notable, ni à l'idée générale de la recherche, ni à la découverte fondamentale d'un extrait antidiabétique actif, ni à la mise au point d'un extrait plus actif que celui de Paulesco, ni à l'isolement définitif de l'insuline pure. Ils furent assez gênés pour que Banting partage le montant de son prix avec Best, et Mac Leod le sien avec le chimiste Collip qui le méritait bien plus que lui. Il faut avouer que, dans les circonstances, le fait que Best n'ait pas reçu le prix Nobel, plaide plutôt en sa faveur.

Après avoir reçu le prix Nobel, Banting ne tarda pas à être couvert d'honneurs. Le roi d'Angleterre l'anoblit. On construisit pour lui un Institut. Malgré ces grands moyens, il ne réussit pas à faire de plus grands travaux qu'auparavant. Ceci confirme le fait qu'il n'était pas doué pour la recherche scientifique. A cet égard, on peut dire qu'il ne dépassa jamais un niveau médiocre.

**

Pour bien comprendre l'importance de la découverte de Paulesco, il faut se reporter à l'état des connaissances médicales en 1920 et 1921. Pour cela, il suffit de consulter le grand *Traité de pathologie médicale et de thérapeutique appliquée* (Maloine édit.), qui fut publié juste à cette époque. Le diabète y est traité par le professeur Mouriquand dans le XXII^e volume, paru en 1922, mais rédigé immédiatement avant la découverte de la thérapeutique insulinique car l'auteur l'ignore encore. La maladie y est longuement et parfaitement décrite. Mais, alors qu'on peut, aujourd'hui, classer le diabète parmi les maladies presque toujours relativement bénignes grâce à l'insuline et aux nouveaux médicaments actifs par voie buccale (sulfamides hypoglycém-

miants), en dehors des « diabètes bénins » ou « diabètes gras » que la diététique suffit à maîtriser, le pronostic était, en 1921, très mauvais. Le défaut d'une thérapeutique active est quasi total. C'est là qu'on voit la révolution apportée par l'insuline. Quelques brèves citations nous rappellent la gravité du diabète avant la découverte de Paulesco. Ne parlons pas même des complications nombreuses et variées (nerveuses, vasculaires, trophiques, infectieuses, oculaires, etc...). A plus ou moins long terme, l'évolution vers l'acidose était fréquente, et aboutissait le plus souvent au coma. Dans ce dernier cas on peut, aujourd'hui, littéralement ressusciter rapidement le malade par les injections d'insuline. A ce moment, quand le malade commençait à maigrir :

... « Une nouvelle forme d'auto-intoxication est créée chez le diabétique et se surajoute à son hyperglycémie : c'est l'acidose, avec son aboutissant, presque nécessaire, le coma. »

Or le coma se terminait presque toujours par la mort :

« C'est bien longtemps avant l'apparition des premiers signes du coma qu'il faut songer à lui. Quand il est là tout est perdu. »

« Lorsqu'il s'agit d'un diabète maigre, d'un diabète à dénutrition d'emblée, l'acidose doit être considérée comme presque inéluctable... » Dans des cas qui ne sont pas exceptionnels : « l'acidose a une évolution quasi foudroyante et le diabétique saute, pour ainsi dire, de l'état hyperglycémique dans l'état d'acidose et de coma, en quelques jours, en quelques heures parfois, sans laisser au médecin le temps d'intervenir. »

Le diabète est d'autant plus grave que le malade est plus jeune. Dans le diabète infantile, « le pronostic est généralement fatal, et les rares cas de guérison publiés semblent pour la plupart des cas de glycosuries d'origine indéterminée mais sans signes vrais de diabète... La gravité est d'autant plus haute que l'enfant est plus jeune. Bence Jones donne à ce point de vue les exemples suivants : 3 frères ou sœurs meurent du diabète : un enfant de 4 ans et demi en moins d'un an ; un enfant de 7 ans en deux ans ; un enfant de 15 ans en trois ans. Il importe donc en présence d'un diabète

infantile de toujours prévenir la famille de la gravité du pronostic. »

Mais le cas de coma chez les adultes sont aussi fréquents. Dans une statistique de Lépine, les cas les plus nombreux ont été observés entre 20 et 50 ans. Ceci s'explique par le fait que les diabètes sont plus fréquents chez les adultes que chez les enfants. « Frerichs signale la mort par coma dans environ 61 p. 100 des cas. Taylor notre 26 fois le coma sur 43 cas. Mackensie 19 fois sur 87. Magnus Levy donne un pourcentage de 40 à 75 p. 100. Il admet que les chiffres les plus forts sont les plus près de la vérité. »

« Le diagnostic de diabète infantile vrai est presque toujours un arrêt de mort. »

En isolant pour la première fois du pancréas un principe antidiabétique très actif, Paulesco mit fin définitivement à « l'incertitude » qui régnait depuis si longtemps sur le rôle de la sécrétion interne de cet organe. La voie était tracée, il suffisait de la suivre. C'est ce que firent les lauréats du prix Nobel, sans rien apporter de nouveau à la question, même avec un an ou deux de retard.

Dans la biographie qu'il lui a consacrée, Constantin Bart nous dit que Paulesco était naïf. Le mot ne me paraît pas convenir : c'était seulement un honnête homme. Quand il apprend que Banting l'a cité en modifiant le texte de ses conclusions pour que l'on ignore la découverte de son prédécesseur, Paulesco lui écrit pour demander des explications. Banting, le plagiaire et falsificateur, ne répond même pas. Notre ami C. Bart écrit que Paulesco « était d'une naïveté sans pareille » parce qu'il s'adresse au Comité Nobel, après l'attribution du prix, alors que son règlement lui interdit de revenir sur une décision antérieure. Ce n'est pas de la naïveté, c'est la protestation normale de la victime d'une grave injustice morale, et l'indignation ressentie est d'autant plus vive que l'homme est honnête. Au reste, il eut raison de notifier sa protestation car, sinon, on eût pu prétendre qu'il reconnaissait la valeur supérieure des lauréats, ou que sa négligence montrait son indifférence. Il fallait que sa protestation fut faite. L'histoire doit l'enregistrer.

Hugues KERALLY.

Les Droits de l'Homme au Chili

Les calomnies et les sottises qu'on écrit sur le Chili nous avaient donné depuis longtemps l'idée de consacrer un article aux mensonges répandus systématiquement sur ce pays par la propagande crypto-communiste. Nous avons été retardés par notre désir de présenter un dossier aussi exact que possible. Ce dossier a été réalisé récemment dans un article très complet et parfaitement documenté publié dans le dernier numéro de l'excellente revue catholique Itinéraires par M. Hugues Kéraly (1). Nous ne saurions mieux faire que d'en reproduire les conclusions.

Voici quatre années consécutives qu'une Révolution sans patrie ni visage précipite le génocide de populations entières à travers l'Afrique, l'Orient, l'Asie, dans le dessein déjà bien avancé de réduire l'univers à l'esclavage d'un parti ; et quatre années consécutives qu'à Santiago du Chili, les dirigeants d'un petit pays resserré entre la mer et la montagne, en paix avec tous ses voisins, sont désignés par l'O. N. U. à la vindicte de l'opinion internationale, et traînés en grande pompe devant le tribunal de l'Histoire.

La dernière condamnation en date — 9 mars 1977 — a fait davantage de bruit que les précédentes, ayant été acquise par vingt-six voix (dont celle des Etats-Unis) contre une (l'Uruguay) et cinq abstentions. Cette fois-ci, tous les grands sont dans le coup. Le texte de leur résolution commune dénonce « la pratique institutionnalisée » de la torture au Chili, et s'engage à examiner les meilleurs moyens de « fournir une assistance monétaire, juridique et financière aux détenus chiliens arbitrairement arrêtés et à leurs familles » (2).

(1) 4, rue Garancière, 75006 Paris.

(2) D'après **Le Monde** du 11 mars 1977.

Le second volet de la motion, à ce qu'on murmure, aurait été introduit sur l'initiative du délégué de Cuba — oui, Cuba : l'île où le contingent de bagnards et de détenus politiques évolue depuis 1959 entre cinq mille, selon l'aveu officiel, et cinquante mille personnes, d'après *l'International Rescue Committee* de New-York, pour une population de huit millions d'habitants. Le régime castriste lui non plus n'a rien à redouter des clairvoyants justiciers de l'O. N. U., qui savent élire leur terrain de chasse en fonction du vent.

*
**

Tout de même, en ce qui concerne les prisonniers « politiques » chiliens, la résolution de l'O. N. U. affiche un remarquable retard sur l'actualité. C'est en effet le 17 novembre 1976 que toutes les personnes condamnées au Chili en vertu des dispositions constitutionnelles de « l'état de Siège » devaient être amnistiées par le gouvernement du général Pinochet, à l'exception de deux dirigeants : Luis Corvalan, le secrétaire général du P. C. chilien échangé depuis contre Boukovsky, et l'ancien sénateur communiste Hugo Montes, qui attend toujours la libération du cubain Hubert Matos, détenu depuis dix-huit ans dans les geôles de son camarade Fidel (3).

Les commissaires de l'O. N. U. sont-ils donc les seuls à ignorer que le délégué de la Croix-Rouge internationale en Amérique latine envisageait dès le mois de décembre 1976 de fermer ses bureaux au Chili, ayant pris acte sur le terrain de « *l'inexistence de prisonniers politiques dans ce pays* » (4) ? Sont-ils les seuls à ne pas voir que la presse en est réduite chez nous à orchestrer le scandale des « disparus »

(3) Sur le commandant Hubert Matos, ancien compagnon d'armes de Fidel Castro, voir Jean-Marc Dufour : **Tour d'horizon ibéro-américain**. Itinéraires, numéro 200, de février 1976.

(4) Par prisonniers **politiques**, le délégué de la Croix-Rouge entend désigner les personnes maintenues en détention en raison d'actions, d'opinions ou d'allégeances politiques jugées subversives par le gouvernement. Il faut en accepter les détenus, éventuellement communistes, qui purgent encore des peines au Chili dans les prisons de droit commun pour terrorisme et crime de sang, comme ceux dont Jean-Marc Dufour avait analysé le cas dans Itinéraires, numéros 181 de mars 1974 et 188 de décembre 1974.

chiliens, sans alléguer bien sûr le moindre cas circonstancié ? (Rectification. — Dans une note de son correspondant américain, le Monde du 26 mai 1977 fait état d'un rapport publié le 22 mai par une commission de l'O. E. A., qui citerait le nom de 40 disparus chiliens. L'information fait d'ores et déjà l'objet d'une enquête du ministère de l'Intérieur de Santiago du Chili, qui publiera ses conclusions prochainement. Mais, même en la supposant exacte sans examen, les moralisateurs de la presse française pourraient triompher moins bruyamment, s'ils songent à nos 6.000 disparus d'Algérie qui, eux, ne passent pas leur temps à ressusciter pour prendre la parole aux tribunes des congrès et réunions de la gauche dans toutes les grandes capitales européennes. Car s'il est vrai qu'on a dû constater de nombreuses disparitions politiques du Chili depuis septembre 1973, ceux-là, répétons-le, n'ont pas vraiment disparu pour tout le monde : selon notre Président-libéral-avancé, la France à elle seule en aurait accueilli plus de 5.000 ; et le gouvernement chilien, il faut lui rendre également cette justice, vient d'offrir à ces exilés volontaires aujourd'hui démunis de tout la possibilité matérielle d'un rapatriement sur simple demande auprès du consulat.)

Quant à l'accusation « d'institutionnaliser » la torture, littéralement, elle confine au grotesque, puisque les lois et réglementations chiliennes (comme partout ailleurs) ne prévoient rien de tel : un décret-loi numéro 1.009 du ministère de la Justice, promulgué en 1975, définit des conditions de détention et de jugement tout à fait comparables à celles du système français ; on y relève même ça et là quelques supériorités notables, telle la création d'un corps d'inspecteurs médicaux indépendants de l'administration pénitentiaire qui intervient jour et nuit sur simple requête de l'avocat ou du prévenu jusque dans les locaux de police et de garde-à-vue, ou encore cette obligation faite aux cours d'appel de se prononcer dans les vingt-quatre heures sur les demandes de mise en liberté provisoire... (5). De quoi faire

(5) Sur la réalité des « tortures » au Chili, voir aussi la note percutante de Jean-Marc Dufour : **Le régime chilien et le respect des droits de l'homme**, Itinéraires numéro 203 de mai 1976.

rêver bien des anciens de l'O. A. S., ne pensez-vous pas ? Et je vous épargne ici le cas de ces jeunes solidaristes français auxquels notre Justice vient d'offrir cinq semaines d'hébergement dans les cachots de la bonne Santé, sans instruction ni procès, pour le crime d'avoir voulu déposer une gerbe de fleurs suspecte d'anti-communisme devant les bureaux de l'Aéroflot aux Champs-Élysées (6).

Mais revenons aux brutalités policières chiliennes dénoncées par l'O. N. U., qui soulèvent à l'examen une redoutable série d'interrogations... Et d'abord qui torture-t-on au Chili, en 1977, si les prisonniers politiques proprement dits ne peuvent plus se compter sur les doigts d'une main ? — Le communiste Corvalan ? non, nous l'avons vu débarquer à Moscou aussi rose, gonflé et sonore que les grosses huiles du comité d'accueil massées au pied de l'avion. — Les détenus de droit commun, maquereaux, braqueurs, simples canailles ? c'est peu vraisemblable : cette délinquance vulgaire suscite rarement aujourd'hui la passion vengeresse des polices dans le monde civilisé, les criminels y sont assurés d'une trop grande considération... Alors, où torture-t-on au Chili si ce n'est pas dans les prisons ? Dans les rues, aux abords des universités ? Les correspondants de presse, qui n'y auraient point manqué, ne nous ont jamais rien signalé de tel. — Au palais de la Moneda, dans le bureau du généralissime Auguste Pinochet ? dans les casernes, les administrations ? la commission des « droits de l'homme » à l'O. N. U. a été expressément invitée par le

(6) Pour ne pas imiter les procédés de l'O. N. U., précisons que l'affaire remonte au lundi 14 février 1977. Les forces de « l'ordre » devaient intervenir ce jour-là avec une telle violence, comme l'attestent plusieurs photographies mises à la disposition de la justice par les avocats, que leur charge fit voler en éclats une des portes vitrées de l'agence aérienne soviétique. Cette circonstance a permis à l'Aéroflot de se constituer partie civile... contre les porteurs de gerbe ! C'est ainsi que les 13 interpellations opérées par la police sur les lieux du drame se transformèrent le surlendemain en 13 inculpations d'anti-communisme caractérisé... Deux de ces inculpés, Alain Boinet et Laurent Maréchaux, n'ont pu obtenir leur mise en liberté provisoire que le 21 mars 1977. Et les treize sont toujours en instance de procès. (A ceux qui n'auraient pas fait d'eux-mêmes le rapprochement, signalons encore que des inculpations comme celle-là sont quotidiennes à Leningrad ou Moscou, Saïgon ou Pékin).

gouvernement chilien à venir se rendre compte elle-même sur place ; mais cette offre, renouvelée à plusieurs reprises au cours de l'année 1976, s'est trouvée chaque fois *repoussée* en langage diplomatique par les prudents commissaires officiellement chargés de l'« enquête » !

Oui, voilà comme on prétend écrire l'Histoire, et défendre le droit des gens, dans les organismes internationaux. La République chilienne aura été mise au ban des nations, une fois de plus, contre tous les principes de la justice et de la « démocratie » : au terme d'un procès sans enquête, sans preuves et sans témoins (à quoi il faudrait encore ajouter : sans défense ni jugement). En violation des règles les plus élémentaires du droit public et international, le gouvernement de ce pays n'a pu en effet ni connaître la réalité des chefs d'accusation portés contre lui à l'O. N. U., ni avoir accès aux dossiers de la commission *ad hoc*, ni être admis à présenter ses contre-preuves et ses propres témoignages, sur le terrain des délits présumés... Toutes les rédactions, tous les journalistes sérieux (?) le savent, si personne n'en a parlé, le gouvernement du général Pinochet ayant rendu public ses échanges de lettres avec l'O. N. U., traduits et diffusés par le service de presse des ambassades chiliennes dans le monde entier (7). — Peine perdue. Un accusé comme celui-là ne saurait rien alléguer de crédible pour sa défense ; il n'est même pas digne d'être entendu au bénéfice du doute par ceux qui le jugent. Comment n'y avoir pas pensé plus tôt ? Les droits du Chili, bien sûr, ça n'existe pas.

**

Voici donc les pièces et documents inédits du dossier de l'offensive internationale orchestrée à Genève contre le Chili, avec le consentement et la collaboration active de tous les « grands » qui assassinent aujourd'hui ou laissent assassiner les populations soumises au communisme dans le monde entier.

(7) **Le Chili auprès des organisations internationales**, brochure diffusée par l'ambassade du Chili en France : 2, avenue de la Motte-Picquet, 75007 Paris.

Le premier document révèle l'état d'esprit dans lequel le gouvernement chilien aborde le « procès » qui devait aboutir à sa quatrième condamnation : sa volonté d'y faire face honnêtement, scrupuleusement même, dans le respect des normes et du droit que l'O. N. U. se donne pour mission de faire respecter parmi ses Etats membres. Nous l'extrayons d'une longue et substantielle lettre adressée le 12 avril 1976 par M. Patricio Carvajal Prado, ministre des Affaires Etrangères du Chili, à l'ambassadeur Leopoldo Benitez, président de la commission dite des « droits de l'homme » aux Nations-Unies. On remarquera que c'est l'Etat chilien, et non l'O. N. U., qui prend ici l'initiative du « dialogue » et de la « concertation » ; oui, le gouvernement du général Pinochet accepte concrètement le principe de l'ouverture d'un procès d'accusation internationale contre son régime et ses fonctionnaires, sans poser d'autre préalable que celui de ses propres droits à présenter une défense. Quelle nation au XXe siècle peut se vanter d'en avoir fait autant ?

12 avril 1976.

Monsieur le Président,

En considération du résultat de la 32e session de la Commission des Droits de l'homme, le gouvernement du Chili a estimé opportun de s'adresser à vous afin d'organiser une réunion entre le groupe de travail ad hoc de la Commission que vous présidez et les représentants du gouvernement du Chili.

Cette initiative de mon gouvernement s'appuie fondamentalement sur l'esprit constant de collaboration qui anime le Chili vis-à-vis de la mission des organismes internationaux et, de plus, sur le principe du respect dû aux Etats souverain qui en font partie. C'est dans cet esprit de collaboration et de respect mutuels que le gouvernement du Chili estime qu'il convient d'effectuer une réunion avec le groupe de travail ad-hoc dans l'objet de réviser la façon de matérialiser la collaboration offerte par mon gouvernement afin de permettre au groupe d'accomplir avec objectivité

la mission dont il a été chargé lors de la prorogation de son mandat par la commission des Droits de l'homme.

(.....)

Dans l'opinion du gouvernement du Chili, un travail de cette nature, pour être réellement utile et atteindre son objectif réel, doit donc consister en une étude de cas concrets dont l'existence — si elle est effective — constituerait une violation des droits humains fondamentaux des personnes et serait survenue à une date postérieure à celle où fut prorogé le mandat du groupe de travail ad-hoc de la Commission des Droits de l'homme des Nations Unies

Le gouvernement du Chili pense également qu'une procédure adéquate offrant des garanties d'objectivité doit prévoir nécessairement la modification des normes que le groupe de travail s'est données sans l'accord de mon gouvernement.

Les normes dont le gouvernement du Chili recommande l'application à cet effet sont les suivantes, en dehors de celles qui peuvent être mises au point au cours de la réunion :

a) Chaque cas qui, selon le groupe de travail, mériterait de figurer ou de servir de fondement au rapport, devra être communiqué au gouvernement du Chili de façon que celui-ci puisse être informé de la situation, sans que cela implique que lui soient fournis des antécédents sur la source d'information du groupe ;

b) Dans chacune de ces situations concrètes, le gouvernement du Chili devra disposer d'un délai raisonnable pour pouvoir donner une réponse au groupe sur l'authenticité du fait et l'explication correspondante ;

c) La réponse du gouvernement du Chili devra être incluse dans le rapport, si le cas concret dont des antécédents ont été demandés y est inclus ; au cas où le gouvernement ne donnerait aucune réponse, cette information serait également consignée ;

d) La modalité de participation du gouvernement devra être convenue pour l'analyse de chaque cas ;

e) *Le gouvernement du Chili doit avoir la possibilité de formuler des observations globales au rapport ou pré-rapport avant que ceux-ci soient soumis à l'Assemblée Générale ou à la Commission des Droits de l'homme, observations qui devront être incorporées aux textes définitifs.*

Comme dans tous les rapports émis sur le Chili ont été abordées des matières qui sont de caractère général, mon gouvernement estime à propos de formuler quelques considérations à ce sujet.

Tout d'abord, il entend que de telles références ne peuvent se faire que si elles sont en relation directe avec de présumées violations des droits spécifiques d'une personne déterminée. Pour cela, en conséquence, il devra être démontré comment telle situation de caractère général relève de la protection adéquate du droit que l'on dit lésé.

Ensuite, pour que soient consignées dans le rapport des informations concernant des situations de caractère général, seules seront utilisées les sources d'information appartenant à des organismes spécialisés des Nations Unies ou au gouvernement du Chili.

Enfin, chaque fois qu'une situation de caractère général sera abordée, cette situation sera présentée dans sa totalité et non pas de façon partielle, afin que soit évitée toute déformation de la réalité nationale chilienne.

(...)

PATRICIO CARVAJAL PRADO
Ministre des Affaires Etrangères.

*
**

Le mois suivant, sans réponse de l'O. N. U., le gouvernement du général Pinochet avance encore d'un pas dans sa volonté concrète de collaboration avec les représentants de la commission chargée d'instruire le dossier du Chili. La lettre que nous reproduisons intégralement ci-dessous est adressée le 26 mai 1976 par M. Sergio Diez Urzua, ambassadeur extraordinaire du Chili auprès des

Nations-Unies, au même Leopoldo Benitez, président de la commission des « droits de l'homme » déjà mentionnée. Elle renouvelle l'exigence des garanties de juridiction et de procédure, mais confirme aussi une proposition orale restée jusqu'alors sans réponse : recevoir au Chili une délégation de l'O. N. U., véritable commission d'enquête chargée d'instruire et de vérifier l'acte d'accusation sur des bases directes, incontestables, reconnues (8)... Quitte à passer pour indélicat, je renouvelle la question, — quel est le gouvernement dans le monde qui, accusé de violer chez lui les « droits de l'homme » par une coalition de puissances hostiles, pourrait se vanter d'en avoir fait autant ?

*
**

Pour savoir ce qui s'est passé entre le moment où s'achève notre échange de lettres et le vote du 9 mars 1977 à l'O. N. U., nous avons consulté les rares documents accessibles, à Genève ou Paris, et requis le rémoignage de diplomates chiliens. Cette enquête fait ressortir qu'il n'y a rien de décisif à ajouter au dossier présenté dans notre article, sinon pour aggraver encore le cas des commissaires de l'O. N. U.

Le gouvernement du Chili en effet n'a *jamais* pu obtenir communication, selon sa requête du 26 mai 1976 réitérée par écrit le 19 août (et oralement jusqu'en janvier 1977), des accusations concrètes de « violation des droits de l'homme » réunies par l'O. N. U. : tout à fait comme si le procureur d'une cour d'assises venait vous accuser de meurtre, en alléguant la sécurité des personnes pour garder top-secret l'identité de la victime ; qui pourrait faire la preuve, dans ces conditions, qu'il n'est pas l'assassin ? Aujourd'hui encore, le président de la commission *ad hoc* maintient son refus d'ouvrir le dossier de l'enquête (?) aux mandataires

(8) On se souvient qu'à l'occasion d'une précédente condamnation du Chili par l'O. N. U. (fin 1975), le général Pinochet proposait déjà qu'une mission vienne enquêter sur son territoire, en même temps que sur celui de l'Union soviétique et de Cuba (condition qui fut jugée inacceptable pour des raisons encore obscures aujourd'hui).

chiliens, et continue de feindre en public qu'on aurait exigé de lui des cas concrets, mais l'identité même des témoins (9). Au regard du droit, l'accusation internationale portée contre le Chili se limite donc officiellement aux généralités juridiques consignées par M. Ali Allana dans sa lettre du 4 juin 1976 : document reproduit en annexe avec les réponses du gouvernement chilien.

La réunion qui s'est tenue au Mexique en juillet 1976 illustre clairement cette obsession permanente de l'O.N.U. de tenir l'Etat chilien à l'écart du procès lui-même et de son instruction. Les représentants de Santiago exigeaient, c'est bien le moins, une conférence de travail qui aurait permis d'échanger et de contrôler avec la commission d'enquête un certain nombre d'informations avant le vote du 9 mars 1977. Les délégués de Genève répondent en transportant les assises de leur tribunal sur le territoire d'un pays ouvertement hostile, pour y réunir en l'absence du Chili des « témoignages écrits et oraux d'une extrême importance », dont il est exclu d'avance de dévoiler le contenu au principal intéressé. — De quel côté la « démocratie », et dans quel camp le totalitarisme, s'il vous plaît... ?

Enfin, malgré les ouvertures répétées du gouvernement chilien, aucune délégation de l'O. N. U. n'a trouvé possible de se rendre sur place pour vérifier auprès des victimes présumées l'une ou l'autre des informations recueillies en territoire étranger. On alléguait tantôt quelque empêchement de date, tantôt l'insuffisance numérique des commissaires invités, ou encore que le protocole de cette visite et les méthodes par l'O. N. U. avec tout le soin requis. Jusqu'au mois d'août 1976, chaque proposition des diplomates chiliens se heurte ainsi à une contre-proposition immédiate des commissaires internationaux, comme pour ajouter encore à l'insulte (et surtout, gagner du temps).

Durant les dernières semaines de cette invraisemblable négociation, le général Pinochet va jusqu'à dépêcher à Ge-

(9) En privé, aux diplomates chiliens, il explique plus simplement que la question des « cas concrets » n'est pas ce qui préoccupe vraiment les commissaires de l'O. N. U. On le croit volontiers.

nève deux envoyés spéciaux pour inviter expressément de sa part le président de la commission *ad hoc* à venir le rejoindre séance tenante au Chili. En vain : M. Ali Allana, dont le lecteur a pu apprécier l'exquise courtoisie, fait valoir le caractère « indélicat » d'une telle proposition à l'égard des autres membres de son « groupe ». On lui suggère alors d'en désigner lui-même deux représentants, afin de ne pas laisser sans réponse l'ultime offre du chef d'Etat chilien. Nouveau refus, assorti pour la frime d'une nouvelle contre-proposition...

C'est ainsi que le 26 août 1976, un télégramme du gouvernement chilien met fin en langage diplomatique à l'odieuse comédie. Le Chili, Etat libre et souverain, n'ira plus désormais s'humilier devant une parodie de Justice qui ne veut connaître que les mensonges de la propagande ennemie.

MICHEL PELTIER

60ème ANNIVERSAIRE
DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

Un Ukrainien contre les Bolcheviks :

NESTOR MAKHNO

« Ne serait-il pas plus simple alors pour
« le gouvernement, de dissoudre le peu-
« ple et d'en élire un autre ? »

B. BRECHT — *La solution.*

On sait que la révolution bolchevique d'Octobre 1917 fut aussi sanglante que difficile à accomplir ; on sait également que la farce (toujours durable) des *soviets*, ces conseils qui devaient être *élus librement* par les ouvriers, les paysans et les soldats, permit à Lénine et à ses compagnons de conférer à leur coup d'Etat une apparence démocratique. Mais la révolution ne se cantonna pas uniquement à Petersbourg et à Moscou. L'Ukraine, que l'on peut considérer comme la *matrice* de l'empire des tsars, fut le théâtre de luttes acharnées durant quatre années, luttes conduites par les blancs, les rouges, et aussi par certains Ukrainiens qui voulaient profiter de l'événement pour faire de leur patrie un Etat autonome. Nestor Makhno, un paysan ukrainien, est probablement l'un des hommes que les communistes haïssent le plus depuis 1917. Il représente, en effet, à leurs yeux l'image du traître le plus accompli qui soit ; il figure aussi l'échec bolchevik de l'enrégimentement de la paysannerie. C'est certainement la raison pour laquelle nous avons assisté, en 1968, à un phénomène de brusque popularité pour Makhno chez les étudiants dont les aspirations libertaires allaient, sans cesse, s'opposer au conformisme communiste. A côté de Makhno, même le *Che* (Guevara) apparaît comme un héros pour albums d'enfants. Qui était-il ?

Né en 1889 dans le village ukrainien de Gulyai-Polyé (ou Goulai-Polé), fils de paysans pauvres, Nestor Makhno devient berger à l'âge de six ans, puis garçon de ferme à douze. En 1905 — il a alors 16 ans — la révolution lui fait prendre conscience des nombreuses inégalités et de la condition pour le moins sommaire dont sont victimes les siens et lui-même ; ces Ukrainiens qui travaillent la terre du « grenier » de l'Europe si riche, ne le font, en effet, que pour des maîtres et ce malgré l'abolition du servage intervenue en 1861. Ils demeurent des âmes (1).

Attentif aux idées nouvelles — à défaut d'idées venues d'ailleurs — et désireux, malgré son jeune âge, de conserver l'essentiel des libertés dont on parle alors abondamment ainsi que son identité ukrainienne, Makhno opte pour le mouvement anarchiste. Cette adhésion lui vaut, en 1908, d'être arrêté et condamné à mort, peine qui sera commuée en détention à vie un peu plus tard. En prison à Moscou, Makhno, avec le bel optimisme de son âge (19 ans), se met à étudier ; il apprend à lire, à écrire et à compter, mettant ainsi à profit, et de manière intelligente, les « loisirs » dont il bénéficie. Il lit beaucoup et surtout des ouvrages interdits qui pénètrent clandestinement dans la prison. Ce jeune paysan ne donne pas l'impression à ses géôliers d'être l'un de ces intellectuels que l'on semble tant craindre autour du tsar ; fruste d'allure, Makhno engrange des connaissances dans une impunité totale.

En 1917, il est libéré dès février, et regagne l'Ukraine. Il y organise aussitôt des milices paysannes et après avoir rencontré Lénine à Moscou en 1918, il se range pour un temps dans le camp des forces rouges avec lesquelles il combat contre les *koulaks*, contre les troupes de l'hetman Petlioura et les Austro-allemands encore présents. Parallèlement, il organise les villages en communes paysannes, auto-gérées et auto-défendues. A vingt-neuf ans, il possède une maturité d'esprit que beaucoup d'adultes pourraient lui envier car, tout en combattant, il veut préserver l'avenir de

(1) On décomptait les *mojiks* dépendant d'un domaine en âmes.

ses hommes et leur faire prendre conscience de leur force lorsqu'ils consentent à demeurer unis. En 1919 dans le bassin du Don, les makhnovistes forment le flanc droit du groupe d'armées rouges de Kojevnikov quand celui-ci attaque Denikine. Au printemps, les Austro-allemands quittent l'Ukraine et Makhno se rapproche du gouvernement démocratique local qui doit, selon les termes de l'armistice de Brest-Litovsk, détenir le pouvoir en Ukraine. Première rupture avec les bolcheviks.

*
**

A Moscou, bien évidemment, on veille et Trotsky interdit la tenue du congrès makhnoviste dont la coloration anarcho-autonomiste l'inquiète. Makhno démissionne en guise de réponse au *diktat* moscoutaire. Cette rupture aurait pu être définitive — et lourde de conséquence en considérant l'avenir — si Denikine, qui se croit un César à Pharsale, n'avait, en août 1919, contraint les forces rouges à reculer. Makhno n'aime pas les bolcheviks (qui le lui rendent bien), mais Denikine représente à ses yeux tout ce dont il veut s'affranchir. Son appoint sera déterminant car les makhnovistes organisent la guerilla sur les arrières blancs et, dès l'automne 19, Denikine est à nouveau battu.

Moscou, en janvier 1920, ordonne à Nestor Makhno de se porter sur la frontière polonaise afin d'y combattre les forces de Jozef Pilsudski qui tiennent la dragée haute aux troupes rouges qu'elles vaincront finalement. Makhno refuse logiquement car pour lui, la « patrie » est l'Ukraine et non l'U. R. S. S. Il est — à nouveau — déclaré hors-la-loi et les partisans soviétiques le traquent. Durant l'été, c'est au tour de Wrangel d'attaquer pour le compte des blancs afin, semble-t-il, d'aider les troupes polonaises en fixant des contingents bolcheviks en Ukraine. De traqué et hors-la-loi, Makhno redevient, une nouvelle fois, l'allié « objectif » de Moscou ; mais s'il combat Wrangel, le *batkho* (père) a compris. Sitôt ce danger écarté en novembre 1920, Frounze qui commande les rouges, donne comme consigne à ses hommes d'attaquer les makhnovistes et de dé-

truire leur chef, mais Makhno et les siens ont déjà repris le maquis.

On pourrait fort logiquement se récrier face aux prises de position successives et contradictoires de Nestor Makhno ; ce serait oublier qu'il a combattu sur le terrain et que, jamais, il ne fut un théoricien de salon pouvant biaiser, feindre ; les makhnovistes connurent durant une brève existence deux dangers : celui consistant à une reprise en main de l'Ukraine par les blancs, et celui d'une conquête par les rouges. Makhno était pris entre le marteau et l'enclume, position assurément inconfortable et intenable.

Malgré des trésors d'intelligence tactique, de courage moral et physique, d'abnégation, la *Makhnochtchina* sera finalement vaincue et ses partisans annéantis.

En 1921, blessé, Makhno et quelques-uns de ses compagnons réussissent à traverser les lignes ennemis et à se réfugier en Roumanie. Il est temps, pour Moscou, de « normaliser » la situation en Ukraine. Elle le sera, et de façon radicale. C'est le 25 juillet 1934 que Nestor Makhno s'éteindra à Paris, pauvre et oublié. Seuls quelques « anars » l'entourent encore. Les amitiés fidèles sont rares et résistent mal dans le malheur ; elle n'en sont que plus belles.

*

**

Géographie de la Makhnochtchina

Sur une carte de l'Ukraine, on peut tracer une ligne qui, partant de Marioupol — Jdanov — sur la mer d'Azov, passe par Bakhnout au nord, puis, vers l'ouest, à Iékatérinoslav (Dniepropetrovsk), descend vers Nikopol, puis vers Mélitopol. Ce territoire makhnoviste forme un carré approximatif de 250 km sur 280, carré au centre duquel se trouve situé le village natal de Nestor Makhno, Gulyai-Polyé.

Les limites extrêmes de l'action des makhnovistes s'étendent, à l'ouest, jusqu'à Peregonovka et, au nord, à Kharkov. A noter, en passant, qu'une partie notable de la vaste bataille d'encerclements entreprise par la Wermacht en 1941, se déroulera dans cette région d'Ukraine.

On peut donc, grâce à la géographie, affirmer que Makhno fut un combattant — ou guerillero — régional, voire local, et qu'il répugna à quitter ce qui constituait, à l'époque, le gouvernement de Iékatérinoslav. N'oublions pas, en outre, que Makhno était surtout un paysan attaché par atavisme à sa terre, et que ses milices furent formées par ses voisins, des paysans eux aussi. Cela explique en partie son apparente versatilité faite d'alliances puis de luttes avec Petlioura et les bolcheviks. Nestor Makhno avait pris au sérieux les idéaux de *Zemlja i Volja* (Terre et Liberté) association fondée en 1861 par les frères Serno-Solovievitch avec l'accord d'Alexandre Herzen ; les *zemlevolietsi* seront les premiers opposants actifs et armés au pouvoir tsariste.

Paysan, régionaliste, libertaire, Nestor Makhno ne fut, en fait, qu'un héritier non abâtardi de générations d'hommes pour lesquels la terre était aussi une sorte de religion.

*
**

Il n'est pas exagéré de dire que les Anarchistes furent, de tout temps, les adversaires les plus craints du communisme. Oui, Lénine et Trotsky craignaient les « anars » plus qu'ils ne craignirent jamais les blancs, car les disciples de Bakounin et de Kropotkine possédaient — possèdent — une *doctrine*, alors que la plupart des blancs ne possédaient, eux, que des biens matériels (à défendre) ou une foi religieuse souvent tiède. Dès 1918, Moscou projeta l'image des pillards, des bandits anarcho-syndicalistes, et s'il est certain que Makhno et ses hommes ne se conduisirent pas toujours en êtres courtois, rappelons qu'une guerre civile ne ressemble jamais à la bataille de Fontenoy. La Vendée, chez nous, en est un exemple entre autres.

De plus, les anarchistes étaient classés comme irrécupérables par Lénine, alors que les ci-devants tsaristes allaient fournir bon nombre de *spetz*, c'est-à-dire des officiers et des fonctionnaires ralliés au régime communiste. En quoi consistait la doctrine makhnoviste ?

Le « Manifeste » du 1er janvier 1920 dit, en substance, que toutes les terres des *koulaks* et des monastères devaient être réparties entre les paysans, que la liberté et le droit de parole devaient être l'apanage de tous, que paysans et ouvriers devaient former des conseils (soviets) indépendants, etc... Rien donc de très nouveau dans ce manifeste depuis *Zemlja i Volja*, mais derrière les mots, une détermination telle que les maîtres communistes ne pouvaient que prendre peur, d'autant que leur pouvoir était encore branlant et contesté.

Le *batkho* (père) de la *Makhnochtchina* devait donc tomber, et il tomba. Extrêmement dangereux sur le plan des idées, il était également un combattant de valeur qui devait défaire Denikne, Wrangel et la cavalerie rouge de Boudiény. Des mois durant, il mena contre blancs et rouges une guerilla meurtrière et ne succomba finalement que sous le nombre, ce qui est le sort de tous les isolés.

Cet autodidacte assimila en quelques années seulement la doctrine libertaire et fédéraliste de Proudhon alors connue dans les grandes villes de l'empire. Cette assimilation devint conviction lorsque Makhno comprit que les thèses proudhoniennes convenaient parfaitement aux paysans en général. Aux communes qu'il fonde en 1918, les communistes opposent *leurs* soviets théoriquement composés d'ouvriers, de paysans et de soldats, soviets que Lénine et ses adjoints réduiront à rien dès leur prise de pouvoir. Tandis que les makhnovistes tiennent un front de 100 km devant les forces de Denikine, les rouges attaquent Makhno sur les plans idéologique et militaire, sentant en lui une *force* capable de détacher l'Ukraine du système bureaucratique dit de « centralisation démocratique » qu'ils élaborent, système qui se forge, parallèlement, un bras séculier (policier et militaire) tel que nous le connaissons encore aujourd'hui.

L'écrasement des makhnovistes coïncidera avec celui des marins de Cronstadt en 1921, à une époque où les forces blanches sont vaincues. A cette époque-là, le souvenir d'une Ukraine autonome, celle que Simon Petlioura a tenté de recréer, est déjà loin. On peut d'ailleurs comparer la situation des anarchistes russes (ukrainiens...) avec celle

des anarchistes espagnols (catalans...). Ces derniers étaient appelés à être écrasés, de toutes façons, même si le franquisme n'avait pas pris le pouvoir ; ils étaient, comme Makhno et les siens, coincés entre deux feux ; l'anarchisme hispano-catalan a prouvé, une fois de plus, que la notion *d'Etat fort et centralisateur* recueille bien des suffrages chez les hommes politiques et chez les militaires dont la « bible » se résume à peu près à ceci : le pouvoir, c'est nous, les autres doivent se taire ! Cet éventail politique ressemble à un kaléidoscope, nous le savons, et c'est bien pour cette raison que les fédéralistes européens sont aujourd'hui traités « d'anarchistes » ! L'épithète, mal comprise, mal interprétée, sert toujours lorsqu'il est question d'apeurer les foules et de les faire se réfugier dans le giron d'un pouvoir « fort et stable ». Regardez la carte du monde et faites le bilan de ce siècle dédié au « progrès humain » ; que de bruits de bottes !

Michel PELTIER

Bibliographie :

Voline : La révolution inconnue (Belfond) — Archinof : Histoire du mouvement makhnoviste (Bélibaste) — D. Guérin : L'Anarchisme (Idées-Gallimard) — F. Venturi : Les intellectuels, le peuple et la révolution, tome I : histoire du populisme russe (Gallimard) — E. Droz : P. J. Proudhon (Pages libres 1909) — Anarchisme et Fédéralisme (Europe en formation n° 163-164).

BERNARD ALAPETITE

LOVECRAFT, écrivain fasciste

Lovecraft (1890-1937) s'impose comme le seul grand maître du Fantastique au XX^{ème} siècle. Méconnu de son vivant, encore peu lu aujourd'hui dans son pays malgré les efforts déployés par son ami, l'écrivain August Derleth, il connaît un juste mais ambigu succès en France. Lovecraft n'est pas seulement le prodigieux conteur d'abominations fascinantes, le démiurge d'un peuple de dieux impies. Lovecraft est un écrivain politique, Un exemple rare de parfaite transposition artistique de profondes convictions politiques. Ecrivain politique volontairement ignoré par une critique aveuglée par son sectarisme, essayant de faire de Lovecraft un auteur, phare d'une fumeuse contre-culture aux forts relents crypto-marxistes. Cette même chapelle qui règne depuis trente ans en une dictature sans partage sur la « république » stalinienne de nos lettres, de moins en moins françaises, ne transforme-t-elle pas Jack London, écrivain de l'individualisme et du dépassement, en un écrivain égalitariste et proudhonien méconnaissant ou bien plutôt, feignant de méconnaître, une phrase comme celle-ci : « Quant aux peaux brunes, aux métis, aux sangs mêlés, depuis des milliers d'années de générations et des centaines de siècles, elles étaient uniquement créées, n'est-ce pas Seigneur ? pour que nous leur marchions sur le visage, les contraignant à travailler pour nous. » Jack London : *Les mutins de l'El-seneur*). Mais peut-on demander à certains critiques d'avoir lu les auteurs dont ils parlent et, odieux parasites, dont ils vivent ? Un mince mais salubre livre, « Lettres d'Arkham » — choix malheureusement trop partiel dans l'immense correspondance de Lovecraft, effectué par un excellent spécialiste du Fantastique, François Rivière, chez un éditeur

d'une rare probité dans les domaines qu'il a choisi d'explorer, le fait est trop rare pour n'être pas cité — démystifie l'écrivain.

Le héros lovecraftien-type est un homme cultivé, souvent universitaire, dépositaire et héritier d'une culture élitique. L'auteur nie la démocratie, « fausse idole », un mot passe-partout, une illusion des classes inférieures, des utopistes et des civilisations mourantes », exècre le nivellement culturel (*), « l'égalité est une plaisanterie, mais un prieuré couvert de mousse ou une cathédrale sont une poignante réalité. » Goût de l'élitisme en parfaite continuité avec les propos de son maître Edgar A. Poe : « Chez un peuple sans aristocratie le culte du beau ne peut que se corrompre, s'amoinrir et disparaître » (Edgar Poe, sa vie et ses œuvres », Charles Baudelaire, p. 1032, édition de la Pléiade des œuvres en prose d'Edgar Poe). L'art de Lovecraft s'enracine profondément dans le folklore de la Nouvelle Angleterre, en ligne directe avec les vieux mythes indo-européens. « Il n'est pas d'autre endroit pour moi. Providence est mon univers. »

Seules les terres de tradition — la Nouvelle Angleterre : Lovecraft, Henry James ; le vieux Sud : Truman Capote — nourrissent le Fantastique américain.

Ce créateur d'une horde de dieux abominables, un des seuls exemples de création littéraire d'une « religion » imaginaire et cohérente, profane et impie, d'un mythe totalement original : le mythe de Cthulhu — aujourd'hui encore, prolongé par de nombreux fantastiques — était profondément incroyant et irreligieux. Lovecraft ne vivait pas son œuvre fantastique comme les auteurs du genre au XIX^{ème} siècle, épris de sociétés secrètes, de cultes extravagants, de spiritualisme et autres partiques mystico-scientifiques, comme le furent Machen, Bram Stoker... et Victor Hugo ; il la rêvait et l'écrivait... par delà le mur du sommeil. Son anti-

(*) « Un homme de bon goût doit préférer être apprécié des gens évolués plutôt que du troupeau. Ce ne sont que des animaux grossiers tandis que tout ce qui est admirable dans l'homme est le produit artificiel d'une éducation spéciale. »

sémitisme : « Pour que le Juif soit assimilé sans danger dans une société de type aryen, il faut qu'il consente à se dépouiller de son lourd héritage culturel et religieux pour revêtir l'homme nouveau », son culte de la force rayonnante, lui faisaient haïr le christianisme — « Ces ignominieux Juifs responsables de la corruption spirituelle du pays, eux qui ont donné au monde ce fou crucifié alors qu'il ferait si bon hurler et rire à l'adresse de Thor et Odin. »

La philosophie lovecraftienne est le fruit de la curieuse synthèse des philosophes mécanistes antiques, du pessimisme allemand, du matérialisme positiviste et de la philosophie nietzschéenne, conceptions en totale opposition avec l'œuvre. Oeuvre exhutoire de ses haines et non transcription directe de ses croyances (**).

Le credo politique et philosophique de Lovecraft s'appuie sur deux piliers : la supériorité de la race aryenne et le nécessaire enracinement de l'individu dans son passé et son terroir. Lovecraft se veut politiquement tory, czariste, Junker, patricien, fasciste, oligarchiste, nationaliste et militariste. Il rêve d'un nouvel empire, réunissant l'Amérique du Nord à l'Angleterre, union comblant son désir de pureté raciale et sa quête d'une légitimité des traditions malgré tout encore jeunes de la Nouvelle Angleterre. Empire qui devrait bientôt conquérir l'univers. Empire mythique que les démocrates ne surent construire et dont l'ébauche, comme le confiait récemment George Wallace, se trompa d'ennemi, préférant écraser l'ordre nouveau plutôt que de combattre l'éternelle barbarie mongole. Opinion qui, soyons-en sûrs, aurait comblé Lovecraft. Peut-être par l'absence d'un nouvel Alexandre, l'esquisse de cet empire se dissout à Yalta.

Lovecraft prône le pansaxonisme : la domination des inférieurs de l'humanité par la race anglaise et les races parentes. Il condamne l'indépendance des Etats-Unis, ce

(**) Il se dépasse par l'intermédiaire d'aspirations idéologiques assez proches de celles exprimées sur le mode satirique dans le roman de Norman Spéinrad, « Rêve de fer », ou, sur le mode sadique dans « Le bonheur nazi », de Michel Rachline.

qu'il appelle la sédition yankee. Il considère la Nouvelle Angleterre comme une province de sa Majesté. Les certitudes politiques de Lovecraft ne vont pas sans quelques contradictions et sans doute quelques déchirements ; admirateur de la force brutale germanique et pourtant nourri de culture hellénique. Mais la Grèce de Lovecraft est la Grèce de Sparte. Enfant, il élevait des autels en l'honneur des dieux latins, adulte, il veut rire à Odin et boire le sang chaud de ses ennemis dans leur veule crâne. Il se sent fils d'Odin, frère de Hangist et d'Hora.

Lovecraft connaîtra toujours une profonde contradiction entre ses convictions positivistes et d'un nihilisme désespéré — « la vie est creuse et futile et nous allons à la dérive sur une mer dont nul n'a jamais su dresser la carte » — et sa passion sensuelle pour les dieux virils et solaires. La constance, dans les contes, d'hommes hurlant à la lune des mots à horrible phonétique, appel aux entités innombrables exhumées du temps et des ténèbres, n'est-elle pas l'exorcisme par son négatif d'un culte solaire que la raison de l'auteur condamne et que ses sens appellent. Opposition entre l'évidente sensualité de ses espérances politiques, de son rêve d'un monde peuplé de géants blonds aux yeux d'azur, et le héros lovecraftien, jamais décrit, mais suggéré comme un reflet de l'auteur, presque une caricature du portrait convenu de l'intellectuel. A l'inverse de ses opinions politiques et philosophiques, Lovecraft n'a pas su transcender son puritanisme et c'est là l'évidente faiblesse de sa démarche intellectuelle, par ailleurs parfaitement cohérente. Il ne suivit pas le conseil de son ami Kleiner, qui souhaitait voir mêlés dans ses contes érotisme et fantastique. Lovecraft se dresse contre l'érotisme parce que toute culture et toute race le considère avec répugnance, affirmation totalement erronée, surprenante de la part d'un homme aussi cultivé ; méconnaissait-il, entre autres, la civilisation de l'Inde et les fresques romaines de Pompéi ? Parce que l'acte sexuel est en relation étroite avec des phénomènes bassement organiques — là encore opposition entre le désir d'être un pur esprit oublieux de la chair, voué à la connaissance, et son admiration pour les beaux corps musclés

des Vikings. Parce qu'il y a un rapport patent entre la sexualité et la décadence des nations. Mysogine, les femmes sont quasiment absentes de son œuvre. Les seules femmes que l'on y rencontre sont des sorcières ou des filles mères accouchant de monstres engendrés par la population avec des entités repoussantes (les hommes sauriens dans « Le cauchemar d'Innsmouth »). Chez le monstre lovecraftien, l'anormal se situe souvent sous la ceinture : un enchevêtrement de tentacules — dégoût pour la forme même du sexe mâle ?

Les convictions de Lovecraft ont pour source son culte de l'esthétisme. Son racisme naît du dégoût qu'il éprouve pour la forme, l'aspect de l'homme brun, symbole de l'Orient — femme face à l'homme blond, symbole de l'Occident — mâle. Dans ses contes, les serviteurs des dieux impies sont toujours des Latins, des Sémites, des gens de couleur naturellement laids, cherchant à souiller le héros blanc (***) . La pire des abominations est le fruit de la femme, la femme naît coupable, et d'une divinité immonde, condamnation sans appel du métissage. Par des propos d'une violence inouïe, Lovecraft sublime son racisme. « Ces choses organiques, ces italo-sémitico — mongoloïdes, ne peuvent quelque soit l'effort d'imagination que l'on fasse, mériter le nom d'humains. Ce sont des composés monstrueux et nébuleux du pithécantrope et de l'amibe, vaguement pétris dans la boue visqueuse que produit la corruption de la terre » : description des bas quartiers de New-York comme Chinatown, où vivent « ces chimpanzés grasseyés », ces entités flasques, odorantes, grimaçantes qui lui soulèvent le cœur : « Ils me firent penser à des rangées de tonneaux cyclopéens et pestilentiels pleins jusqu'à en donner la nausée de pourritures gangrèneuses. » Le noir est laid, Lovecraft ne peut en supporter la vue. Il l'exècre : « La seule chose qui rende la vie supportable où sont les noirs, c'est le prin-

(***) « Je plaide pour la préservation des conditions favorables à l'épanouissement des choses belles, les beaux édifices, les nobles utés, la littérature raffinée, un art et une musique élaborés, et un type humain résultant d'une sélection physique, laquelle ne peut être obtenu que par une race absolument pur et saine. »

cipe de Jim Crow. Ecartons-les de notre vue ou massacrons-les de telle sorte qu'un blanc puisse se promener dans ces rues sans être pris de nausée. »

Lovecraft admire le guerrier en sa force, l'armée en son ordre — non une armée de conscription issue du peuple mais une armée de chevaliers nés pour d'éternelles croisades : « Une armure gagnée à la croisade vaut bien mille rumeurs de la racaille vociférante » ; la guerre, en sa communion virile. Il vomit les pacifistes : « La couardise décadente est responsable de la propagation des idéaux pacifistes. La paix me semble bien être l'idéal d'une nation mourante, d'une race sur son déclin. »

La résonance politique de l'œuvre de Lovecraft est bien étrangère à notre monde où l'idée même d'élite est suspecte, où le meilleur est traqué, où le mot race est tabou.

Lovecraft, le plus grand auteur fantastique du XXème siècle, nous fait entendre parmi les mille « rumeurs de la racaille » une grande voix d'Occident.

Bernard ALAPETITE.

N. B. : Les citations entre guillemets non attribuées sont extraites de l'œuvre de Lovecraft.

LES LIVRES DU MOIS

JACQUES BENOIST-MECHIN, « CLEOPATRE OU LE REVE EVANOUI », LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN, 430 pages.

Plutarque, qui fut sans doute le moins partisan des témoins de son temps, disait de Cléopâtre que « sa beauté seule n'était point si incomparable qu'il ne pût y en avoir d'aussi belles, ni telle qu'elle ravît incontinent ceux qui la regardaient. Mais, ajoutait-il, sa conversation était si aimable qu'il était impossible d'en éviter l'emprise ; et la bonne grâce qu'elle avait à deviser, la douceur et la gentillesse de son naturel, qui assaisonnait tout ce qu'elle faisait ou disait, était un aiguillon qui poignait au vif. » Cette description assez flatteuse de la personne fait dire à Benoist-Méchin que le serpent du Nil » était plutôt une sirène et que son « fameux nez est enfin remis à sa vraie place. »

Cléopâtre a un grand projet en tête : unifier l'Occident romain et l'empire d'Alexandre dont elle se sent l'héritière.

Mais la situation à Rome n'est guère brillante depuis longtemps. Dès la fin de la dictature de Sylla, la république est en quête d'une monarchie. Les imprudence de Pompée, soutenu, ou plutôt à la solde d'un sénat qui entend retrouver très vite ses anciens pouvoirs, obligent César à franchir le Rubicon à la tête de ses légions victorieuses. Devant cet acte de force, beaucoup plus important d'ailleurs sur le plan symbolique que militaire, l'« Imperator » fuit en traînant derrière lui une très grande partie des sénateurs. Le peuple romain en fait tout autant car s'il est bien une loi que l'histoire a toujours éprouvée, c'est bien celle de voir les populations imiter, dans leurs malheurs, les gens investis

de l'autorité. César court après Pompée jusqu'en Egypte. Mais le vainqueur de Mithridate, acclamé par tant de foules, sera décapité par quelques soldats de Ptolémée XIV et ses cendres dispersées au vent par deux derniers fidèles.

César en Egypte ? La rencontre avec Cléopâtre était inévitable, car elle voit dans le vainqueur des Gaules à la fois l'homme d'Etat et l'homme de guerre qui l'aidera à accomplir son ambitieux dessein. Elle sera la médiatrice indispensable entre César et l'Orient qu'elle convoite. La guerre « alexandrine » lui permet d'éliminer un premier obstacle : son frère-époux Ptomélée.

« Alexandre ! Depuis son plus jeune âge, César n'avait cessé d'être hanté par le souvenir de ce héros dont il s'était juré d'égaliser les exploits. » Cléopâtre trouve donc non seulement un amant amoureux, mais également l'artisan efficace de ses projets politiques.

La guerre d'Espagne, avec la mort de Cneus Pompée, va enfin mettre un terme à cette guerre civile qui n'en finit plus depuis douze ans. Cette paix relative devrait laisser à César le temps d'accomplir son rêve d'étendre son empire sur celui d'Alexandre. Il est vrai que l'influence de Cléopâtre a bien changé le guerrier un peu rustaud des débuts. « En le poussant à revendiquer l'héritage d'Alexandre et en lui révélant le prestige des monarchies de droit divin, elle l'a rendu peu à peu trop grand pour la République. » C'est bien la descendante des Ptolémées qui règle maintenant le jeu de l'histoire romaine. Mais tout ce que Rome compte de personnages influents ne peut supporter la présence de « l'ensorceleuse » ni les prétentions royales du « dictateur à vie ».

« Le crime le plus stupide de l'histoire » (1) est commis aux ides de mars et pour la reine d'Egypte, « tout s'est effondré à cette minute fatale... En magnifiant César, en le poussant à se faire proclamer roi, elle a détruit de ses propres mains l'homme en qui reposait son bonheur et ses espérances. En réalité, c'est Cléopâtre qui a tué César. Et Brutus, sans s'en douter, a frappé Cléopâtre à mort... »

(1) La formule est de Goethe.

Mais même César mort, il fallait protéger à tout prix les intérêts de son fils adultérin, le jeune Césarion. Cléopâtre s'attache alors le service d'Antoine qui, avec Octave et Lépide, dirige la politique romaine au sein du second triumvirat. Cependant, contrairement à César, Marc Antoine est un homme versatile qui ne songe qu'aux exploits guerriers. Ajoutons qu'il est complètement subjugué par sa maîtresse et son inaction le pousse rapidement dans la débauche et l'ivrognerie. En définitive, le destin de Cléopâtre fut de « briser tous ceux qu'elle aimait en leur inspirant des tâches qui excédaient leur force. »

La lutte entre Antoine et Octave se termine par la célèbre bataille d'Actium qui consomme la lutte pour le pouvoir que César avait soulevée en traversant le Rubicon. Le rêve s'est évanoui et la « pax romana » d'Auguste va donner une seconde vigueur à Rome et à son empire.

Jean-Paul ROUDEAU.

JAMES MC CEARNEY, « MAURRAS ET SON TEMPS », EDITIONS ALBIN MICHEL, 295 p.

Maurras n'a jamais tellement parlé de lui-même et s'il arrive que dans certains écrits publiés que l'on pourrait croire de confiance, le Maître de Martigues donne l'illusion de se laisser aller à la confession, on se demande toujours quel était le véritable Maurras. Sans doute qu'une telle infiltration dans la vie privée ne change rien à l'œuvre, mais elle peut expliquer peut-être le rigorisme du raisonnement qui frise souvent la perfection intellectuelle, ou, à défaut de l'expliquer, le faire mieux comprendre. « Anhinéa » ou l'« Enquête sur la Monarchie », le « Chemin de Paradis » ou la « Lettre ouverte au grand Juge » ? Nous ne saurons sans doute jamais lequel de ces ouvrages avait sa préférence, malgré le travail de recherche de nombreux historiens ou exégètes.

On est sûr cependant que Charles Maurras fut très tôt un homme inquiet. Sa surdité précoce l'enferme dans une solitude morbide dont il ne parviendra à se défaire que bien passé l'âge adulte. James Mc Cearney a eu la chance de pouvoir prendre connaissance de certains documents jusqu'alors inexploités, et en particulier de la correspondance échangée avec l'abbé Penon. Ces lettres sont riches d'enseignement et expliquent en partie, la première version du « Chemin de Paradis » ainsi qu'un goût affiché du paganisme antique dont on trouve des échos splendides dans « Anthinéa ».

Le nihilisme du jeune Maurras fut un nihilisme total. Ainsi, il confiait à Madame Arman de Caillavet que si il se sentait nihiliste, ce n'était pas faute de sentir l'abondance de l'univers. « Je ne fais, ajoutait-il, à la vie qu'un reproche, c'est d'être mienne, ou, pour mieux dire, je ne m'en veux que d'une chose, c'est de n'être que moi. » Il en déduisit rapidement que la morale ne s'entendait absolument pas avec une nature toujours folle, alors que la morale qu'il connaissait et qui était celle de l'ordre dans lequel il avait été élevé par une mère qu'il aimait profondément, ne pouvait être que celle jaillissant de lois rigides et précises ; de principes que le raisonnement justifie par la suite ou de fruits d'expériences séculaires.

Mais Maurras, entré dans l'Histoire de son vivant, se crut infailible. Il s'ensuivit que les jeunes intellectuels des années 1930, bien qu'ils fussent tous plus ou moins marqués par les idées d'Action Française condamnant la démocratie, le parlementarisme « parlementeur » et les puissances d'argent, ne pouvaient pas supporter, ou plutôt ne pouvaient plus supporter le dogmatisme autoritaire de Maurras, de la même manière que lui-même n'acceptait pas la dictature du radicalisme décadent de sa jeunesse, serviteur phtisique des principes fumeux de 1789. Il construisait alors sa doctrine d'une façon n'admettant pas les retouches. Rebatet, Brasillach, Maulnier, Gaxotte, tous ont dénoncé cette attitude absolue tout en louant cet esprit supérieur et admirable.

J'ai déjà dit que James Mc Cearney avait eu accès à des documents inédits pour pouvoir brosser ce tableau inattendu de Charles Maurras. Ce livre est le résultat d'un travail de recherches intelligent, même si quelques documents cités doivent heurter certaines opinions, trop bien établies d'ailleurs pour être exactes ou sincères. Les passions déforment trop la réalité qui ne s'embarasse jamais des préoccupations d'épicerie politique.

Jean-Paul ROUDEAU.

JEAN MONTALDO, « LES FINANCES DU P.C.F. »,
EDITIONS ALBIN MICHEL, 236 pages.

La fracassante et inattendue intervention de Jean Montaldo à TF1 était indispensable et justifiée. Alors que notre abreuvoir quotidien n'est plein que de louanges, franches ou déguisées, adressées au parti de Marchais, à ses policiers et à ses complices, il était temps, enfin, de dénoncer publiquement la censure dont sont victime depuis plus de trente ans tous ceux qui n'ont pas le cœur à gauche. Ceci revient à dire, pour ceux qui en douteraient encore, que les grands moyens d'information sont presque tous contrôlés par les émules de Staline ou de Joseph Prudhomme.

Mais la dictature actuelle, indirecte, du Parti communiste dit français ne peut s'exercer pour l'instant que par l'argent. Il est heureux qu'un journaliste éprouvé ait eu le courage audacieux de se lancer dans cette grande enquête sur les finances du parti moscoutaire et ait démontré qu'il était l'une des principales puissances d'argent de France.

Les moyens ne manquent pas pour récolter de l'argent. On peut par exemple étudier la gestion financière de certaines municipalités communistes ou bien s'interroger sur l'utilisation des cotisations versées au syndicat officiel du P. C., l'agitatrice C. G. T. Le Parti possède ses filiales et ses filières soigneusement organisées et structurées. Ainsi,

vous pouvez être sûr que toutes les fois où un comité d'entreprise est dominé par la C. G. T., le Secours Populaire Français, organisation marxiste s'il en est, a droit à des chèques généreux pour des causes très souvent contestables, bénéficie d'une publicité frisant parfois la provocation. Et puis le Parti possède ses banques comme la fameuse B. C. E. N. (Banque Commerciale pour l'Europe du Nord) dont Jean Montaldo dit, preuves à l'appui, qu'elle « prend la première place des banques étrangères en France ». Ajoutez à tout ceci quelques milliardaires en mal de grand soir ou de lutte finale comme le fameux Doumeng, sans parler bien sûr des journaux mis sous surveillance, et vous aurez alors une faible idée de la richesse du P. C. F.

Il est quand même répugnant que des gens qui bouffent du capitalisme à longueur de discours, dénoncent les monopoles et je ne sais quoi d'autre, insultent la gêne, quand ce n'est pas la pauvreté, de nombreux travailleurs par leur sottise suffisance, leur égoïsme, et surtout leur fortune insolente. Jamais on ne me fera croire que les cadres du Parti ne gagnent qu'un salaire de misère, ce qui signifie que tout ce mauvais monde douteux se fait une bonne carrière sur le dos du pauvre imbécile qui croit toujours à la réalisation des beaux principes. D'ailleurs, le bourrage de crâne est très bien mis au point. Cet arrivisme sans scrupule sent la fosse d'aisance et il devient de plus en plus difficile de sortir de cet obscurantisme étudié que nous vivons et que le P. C. entretient avec un rare talent de fourberie chafouine.

La Révolution de 1789, inspirée par les idées franc-maçonniques (1), a créé une morale anonyme à laquelle se réfèrent les marxistes. Cette morale anonyme a suscité l'argent anonyme, insaisissable. Mais si vous connaissez les formalités et les routes qu'il emprunte, vous pourrez en rafler quelques bonnes parts. C'est ce qu'a fait le P. C. en se mettant aux ordres du capitalisme, et il s'en est très bien tiré. Jean

(1) Cf. Jacques BORDIOT, « Le Pouvoir occulte fourrier du communiste ». Diffusion de la Pensée Française (Chiré-en-Montreuil, par 86190 VOUILLE).

Montaldo donne des centaines d'exemples qui ne sont guère édifiants.

Je comprends pour quelles raisons la hiérarchie communiste tient à ce que le silence se fasse autour de ce livre... à tout prix.

Jean-Paul ROUDEAU.

HUGUES KERALLY, « LES MEDIA, LE MONDE ET NOUS », CERCLE DE LA RENAISSANCE FRANÇAISE, 160 pages.

« La télé, ne l'oublions pas, sonne l'apéro, préside à table et mène au lit ».

Hugues Kéraly a raison, mais pas seulement de cette raison qui relève de la simple constatation, il a raison parce qu'il s'est rendu compte que la télévision ou la radio a tristement uniformisé le monde. La phrase à l'emporte-pièce rapportée au début de cet article résume exactement la place que prennent les moyens dénoncés qui grignotent lentement sur notre vie, qu'elle soit publique ou privée. Et le sentiment d'impuissance à réagir qui nous étreint devant cette effrayante machine à niveler les hommes dans ce qu'ils ont de plus ridiculement stupide, amène naturellement certains à s'interroger sur les buts poursuivis et, avant d'étudier les buts, sur les gens qui manipulent sans vergogne à moins qu'eux-mêmes ne soient à la solde de plus fort qu'eux.

Hugues Kéraly décortique « le mensonge du simulacre moralisateur », qui est l'apanage de la télévision. Tout commentaire entendu ou écouté est imprégné de ce genre de discours où chacun peut disputer avec suffisance de « l'urgence humanitaire, de la communion universelle fraternelle », bref, de tous ces principes éculés qui ne bernent que ceux qui le veulent bien, ou qui ne comprennent rien à rien.

Prenons l'exemple de Soljénitsyne. J'en parle souvent mais je peux vous assurer qu'il ne s'agit pas d'une obsession. Il était bien difficile d'ignorer cet écrivain d'un génie muri dans la souffrance. La télévision s'en est emparée un moment car la renommée dépassait ce qu'elle pouvait contrôler. Mais ce ne fut le temps que de quelques semaines car chacun se chargea soigneusement à le détruire, et à l'enterrer. Mais entre un Max-Pol Fouchet et un Soljénitsyne, on verra bien lequel des deux l'histoire littéraire retiendra. Par contre, les Mitterrand et autres Marchais qui ne savent avancer une phrase cohérente devant l'autre tant ils sont certains que les gens qui les entendent sont des abrutis ; tout ce que notre pays compte de révolutionnaires agités et argentés, tous ont droit à une publicité frisant l'insulte à la tranquillité nécessaires des hommes.

Hugues Kéraly a écrit une excellente étude sur un sujet particulièrement brûlant et il étudie le phénomène avec trop d'intelligence pour que son livre bénéficie des « honneurs » de la télé. Il serait pourtant bien souhaitable que chacun s'en imprègne.

Jean-Paul ROUDEAU.

Serge THOMAS.

L'Œuvre de SEGONZAC

une "géorgique"

Deux ans après sa mort, *André Dunoyer de Segonzac* (1884-1974) aura reçu la consécration populaire qu'il ne voulut jamais de son vivant : par l'exposition de l'*Orangerie*, avec ses meilleures toiles et gravures, et par aussi celle des *Invalides* — sur son œuvre de guerre 1914-1918. Segonzac fut un vrai soldat, que la guerre a marqué — et qui l'a marquée, et gravée. Voir ces photos, quand il était (simple) sergent sur le front de *Somme* : on y retiendra, car éminemment signifiant, certain arbre blindé de son invention (pour observatoire). *Dunoyer de Segonzac* : l'arbre qu'il peint est toujours un peu généalogique ou héraldique ; par lui constitué en armoirie : arbre armé de culture. Culture-armure, peinture « blindée » — Segonzac tient du féodal.

D'où cette pesanteur de formes et d'atmosphère, ce bitumeux, ce compact, du moins dans les grandes toiles, et jusqu'aux années 30. (C'est, si l'on veut parler « histoire de l'art », son expressionnisme). Sans doute qu'alors le « cézannien » (césarien, ou simplement classique) n'est pas pos-

sible : quand la peinture ne peut plus être forte, elle est, au mieux, « fortifiée ». Mais, de toute façon, fortifiante aussi : contre les modes de dissolution ou de distorsion, Segonzac maintient le figuratif, et veille à l'architecturer, comme *Cézanne*, porté par une même visée d'éternel (ni l'un ni l'autre ne datent leurs œuvres).

Voir « *les Canotiers* » (1924), son tableau majeur, presque une fresque, et ce qu'il signifie d'anti-impressionnisme au lieu thématique des *Renoir* et *Monet* : tout y paraît infiniment solide, eau, canot, et canotiers, sous la voûte protectrice d'arbres penchés — non point parce qu'ils cherront mais parce que gardiens. Où le canotier fait *Tibre* statuaire (mais de plomb, plutôt) et sa compagne en figure l'*Abondance*. *Tibre anti-Hydre* : Segonzac ne cède pas aux tentations du poulpe séquanien ; il se pose contre la mouvance impressionniste, et rappelle la *Marne* à *Matrona*, qui s'était oubliée en *Méandre*. Son eau n'est pas dissolution, mais fertilité. Rien donc non plus de *Léthé* ; et pourtant il y a du nocher, aussi, dans ce canotier. Passeur figé, monumentalisé, comme « pontifié » : il est une manière de pontife, en effet, gallo-romain — tel que légendé, en écho, par le petit pont qui fait l'horizon (spatial et sémiologique) du tableau. Il faut dire, alors, l'héroïcité d'une telle toile, en ce qu'elle restaure le pont comme icône traditionnelle de la *Culture*, que pulvérisaient les sapeurs d'*Impression*. Et de passeur païen, pourquoi pas à « bon pasteur » chrétien ? « *Les Canotiers* » ont bien un peu l'air d'une crèche pré-*Natale* : foetal sans doute (et féodal) mais divin.

Segonzac est, d'abord, un « paysagiste », et non pas de l'exotique, mais du plus familier Point d'éclat, peu même de pittoresque, au fond, dans sa *Provence* ou son *Ile-de-France* : surtout, une noblesse tranquille, une gravité heureuse. Bonheur qu'avec le temps son aquarelle affine (sans jamais tourner en pochade : où l'eau ne délaie ni ne noie) et que traduit une clarté grandissante des couleurs. Alors, il porte à perfection ses « natures mortes » — mortes à toute naturalité sauvage, mais — combien — vivantes d'humanité : nature domestique des fruits et des fleurs.

Mieux que peinte ou dessinée, cette gravité heureuse, il fallait sans doute qu'elle fût gravée — et ce sont les illustrations des « *Géorgiques* » (1947), peut-être l'accomplissement de toute son œuvre. C'est par quoi vaut excellemment Segonzac : mainteneur d'Occident, « géorgique » au XXème siècle.

Le Gérant : Maurice BARDECHE

N° Commission Paritaire : 26501

Imprimerie Nouvelle — 79100 THOUARS

Dépôt Légal : Septembre-Octobre 1977

Ouvrages disponibles aux Editions des Sept Couleurs

13, rue des Montibœufs, Paris 20ème - C. C. P. 218219 Paris
(Catalogue valable jusqu'au 30 septembre 1977)

Ajouter 10 % de frais de port — Franco de port à partir de 100 F.

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

1. **Poèmes de Fresnes, 15ème édition** 20 F.
2. **Lettre à un soldat de la classe 60, 2ème édition** 20 F.
3. **Chénier** 15 F.
4. **Les Quatre Jeudis, in-8°, 485 p. cartonné (10^e mille)** 39 F.
5. **Domrémy,**
édition à tirage limité, exemp. numérotés alfa 50 F.
6. **Domrémy, édition à tirage limité, exem. sur Arches** 70 F.
7. **Lettres écrites en prison, (1944-1945), in-8°, 240 p.** 27 F.

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

8. **Une lecture de Balzac, in-8°, 410 p. 2ème édition** 36 F.
9. **Marcel Proust romancier,**
Tome I, 420 p. in-8° 39 F.
Tome II, 400 p. in-8° 39 F.
10. **L'Oeuvre de Flaubert,**
in-8°, 450 p. avec index et notes 45 F.
11. **Nuremberg ou la Terre promise,**
in-16, 248 p. (25^e mille) 27 F.
12. **Les Temps Modernes, in-16, 220 p.** 24 F.
13. **L'Oeuf de Christophe Colomb, in-12, 248 p.** 24 F.
14. **Qu'est-ce que le fascisme ?**
in-16 couronne, 228 p., 3ème édition 24 F.
15. **Sparte et les Sudistes, in-16, 230 p.** 24 F.

PAUL RASSINIER

16. **Le Drame des Juifs Européens, in-8°, 280 p.** 36 F.

FRANÇOIS DUPRAT

17. **Les Campagnes de la Waffen SS,**
tome I, in-8°, 312 p. 27 cartes 27 F.
tome II, in-8°, 256 p. 13 cartes 27 F.
18. **Les Campagnes de la Waffen SS,**

JULIUS EVOLA

19. **Les hommes parmi les ruines,** in-8°, 254 p. 36 F.

Dr ROBERT SOUPAULT

20. **Stendhal intime,** in-8°, 324 p. 36 F.
21. **Sylvestre M. et Pierre Z :**
La « liberté » des communistes, 250 p. 36 F.

PIERRE HOFSTETTER

22. **L'Inquiétante Evolution Américaine,** in-12, 264 p. 24 F.

MONIQUE MARCHAL et ANNE BERNY

23. **Les Nouvelles Bonnes Sœurs,** roman, 296 p.
un document sur le « nouvel enseignement libre » 30 F.

.....

BON DE COMMANDE

Veillez m'adresser les livres Nos

Ci-joint, mon règlement CCP (3 volets), chèque bancaire, mandat-
carte, etc... (CCP Les Septs Couleurs 218219, Paris).

M. M^{me} M^{lle}

Rue :

Ville :

Code Postal :

Signature,